COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 16.5.2007
COM(2007) 247 final

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS

Application de l'approche globale sur la question des migrations aux régions bordant l'Union européenne à l'Est et au Sud-Est

TABLE DES MATIERES

1. Introduction 3

2. Pays des régions bordant l'UE à l'Est et au Sud-Est 4

2.1. La Turquie et les Balkans occidentaux 5

2.1.1. Cadre de dialogue actuel 5

2.1.2. Recommandations 8

2.2. Pays partenaires de la politique européenne de voisinage en Europe orientale et dans le Sud-Caucase 7

2.2.1. Cadre de dialogue actuel 7

2.2.2. Recommandations 8

2.3. Fédération de Russie 10

2.3.1. Cadre de dialogue actuel 10

2.3.2. Recommandations 11

3. Autres régions 12

3.1. Pays partenaires de la politique européenne de voisinage en Méditerranée orientale (Syrie, Liban et Jordanie) et autres pays du Moyen-Orient (Iran et Iraq) 12

3.1.1. Cadre de dialogue actuel 12

3.1.2. Recommandations 12

3.2. Asie centrale 13

3.2.1. Cadre de dialogue actuel 13

3.2.2. Recommandations 13

3.3. Pays d'origine asiatiques 14

3.3.1. Cadre de dialogue actuel 14

3.3.2. Recommandations 14

4. Amélioration de la coordination 15

5. Conclusion 17

Annexe I: Acronymes et glossaire 18

Annexe II: Exemples de coopération de l'UE avec les pays couverts par la communication et d'assistance de l'UE à ces pays

Annexe III: Vue d'ensemble de la situation migratoire et des flux en provenance et à l'intérieur des régions bordant l'UE à l'Est et au Sud-Est et statistiques 72

Application de l'approche globale sur la question des migrations aux régions bordant l'Union européenne à l'Est et au Sud-Est

1. INTRODUCTION

En décembre 2005, le Conseil européen a adopté l'approche globale sur la question des migrations, principalement centrée à l'origine sur l'Afrique et la région méditerranéenne. Dans ses conclusions de décembre 2006[1], le Conseil européen a appelé la Commission à "faire des propositions sur le dialogue renforcé et sur des mesures concrètes" concernant l'application de l'approche globale aux régions bordant l'Union européenne à l'Est et au Sud-Est. Tel est l'objet de la présente communication, qui suggère une approche fondée sur la notion de "route migratoire" (on trouvera en annexe I un glossaire de tous les termes et acronymes utilisés dans ce texte).

La présente communication est consacrée aux régions qui bordent l'Union européenne à l'Est et au Sud-Est, c'est-à-dire qui comprennent, selon la Commission, la Turquie, les Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie, y compris le Kosovo[2]), les pays partenaires de la politique européenne de voisinage (PEV) en Europe orientale (Ukraine, Moldova et Belarus[3]) et dans le Sud-Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie), ainsi que la Fédération de Russie.

Pour l'application de la présente communication, il conviendra de tenir compte en premier lieu des recommandations concernant directement lesdits pays. Cependant, l'application de l'approche générale aux régions limitrophes de l'Est et du Sud-Est conformément à la notion de "routes migratoires" oblige aussi à prendre en considération des pays d'origine et de transit plus éloignés. En conséquence, il convient également de prêter attention aux pays partenaires de la PEV du Moyen-Orient (Syrie, Jordanie et Liban) plus l'Iran et l'Iraq, aux pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) ainsi qu'aux pays d'origine asiatiques tels que la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, le Bangladesh, Sri Lanka, le Vietnam, les Philippines et l'Indonésie.

Pour ces pays et régions, la présente communication formule des recommandations à moyen et long terme.

Avec tous les pays cités, la Communauté dispose d'un cadre institutionnel à l'intérieur duquel se déroulent le dialogue politique et économique ainsi que la coopération, y compris généralement dans le domaine des migrations. La communication décrit brièvement ce cadre pour chaque groupe de pays. Dans certains cas, le dialogue et la coopération en matière de migration et dans les domaines connexes (tels que l'emploi et l'éducation) sont déjà bien développés. Tout renforcement potentiel de ce dialogue et de cette coopération doit s'appuyer sur ce

---

1 Fondées sur la communication de la Commission intitulée "L'approche globale de la question des migrations un an après: vers une politique globale européenne en matière de migrations", novembre 2006 - COM(2006) 735.

2 Tel que défini par la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

3 Dans le cas du Belarus, le dialogue devra avoir lieu à l'intérieur d'un cadre régional et en tenant compte des restrictions applicables aux relations entre l'UE et ce pays pour ce qui est des contacts avec les autorités.

qui existe déjà, tout en intégrant complètement les questions et acteurs concernés, notamment dans le domaine des migrations de main-d'œuvre. L'annexe II dresse une liste indicative de nombreux projets de coopération en cours dans le domaine des migrations, des visas et du contrôle des frontières que finance la CE dans les pays en question; il est important de continuer à mettre en avant cette coopération et qu'elle demeure bien visible.

L'application de l'approche globale requiert en outre une analyse complète des flux légaux et illégaux, de la demande et de l'offre globales de main-d'œuvre, des migrations de main-d'œuvre et de la gestion des migrations économiques ainsi que de la nécessité d'une protection internationale. Les routes migratoires ainsi que les tendances et évolutions potentielles en la matière doivent elles aussi être examinées. L'annexe III fournit un certain nombre de conclusions préliminaires sur la région à cet égard de même que diverses séries statistiques. L'importance de cette région pour l'Union européenne est déjà manifeste. Un tiers environ de tous les ressortissants de pays tiers vivant dans l'UE sont des citoyens des pays voisins de l'Est et du Sud-Est ou de la Fédération de Russie. L'élargissement à l'Est de l'Union en 2004 et en 2007 a modifié, pour bon nombre de pays voisins, la base juridique régissant les allers-retours de part et d'autre de la frontière et la migration, tandis que les retombées de l'adhésion à l'UE, qui se traduit par une croissance économique élevée et de nombreuses opportunités d'emploi, exposent les nouveaux États membres à des flux migratoires accrus en provenance de leurs voisins orientaux. Les pays voisins connaissent à la fois un afflux et un exode de cerveaux, et les gains nets contribuent à atténuer les pressions sur l'emploi et les revenus souvent liées aux difficultés de la transition économique et politique.

Il convient de noter que les cas de l'Amérique latine et de la zone Caraïbe n'ont pas encore été abordés dans le cadre de l'approche globale relative aux migrations, bien que la question fasse partie intégrante du dialogue politique régulier mené avec cette région. Étant donné l'importance croissante de la problématique migratoire dans les relations avec les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, la Commission abordera en outre la question des migrations avec ses partenaires de la région durant la préparation du prochain sommet (Lima, mai 2008). Elle procèdera ce faisant d'une manière qui soit compatible avec l'approche globale et permette simultanément la mise en œuvre des engagements pris par les deux parties lors du Sommet de Vienne de mai 2006.

2. PAYS DES REGIONS BORDANT L'UE A L'EST ET AU SUD-EST

Lorsqu'a été mise au point l'approche globale avec les pays africains, un certain nombre d'outils se sont avérés utiles pour nouer le dialogue avec les pays partenaires, par exemple les profils migratoires et les plateformes de coopération sur les migrations et le développement (voir annexe I). Ces outils pourraient présenter un intérêt pour l'application de l'approche globale aux régions de l'Est et du Sud-Est. Cependant, leur utilisation doit être envisagée pays par pays et/ou sur une base régionale, en tenant compte notamment des contextes et des relations existant avec les régions et pays concernés où leur application pourrait apporter un plus. En outre, la présente communication doit être lue en conjonction avec celle sur les *migrations circulaires et partenariats pour la mobilité entre l'Union européenne et les pays tiers*, qui est adoptée simultanément.

2.1. La Turquie et les Balkans occidentaux[4]

2.1.1. Cadre de dialogue actuel

En ce qui concerne la Turquie, qui est liée par un accord d'association à l'UE depuis 1963, les questions de migration entrent dans le champ du partenariat pour l'adhésion conclu en 2006.

Dans le cas des Balkans occidentaux, ces questions sont couvertes par un accord de stabilisation et d'association (ASA), c'est-à-dire le cadre qui a été mis en place ou est en cours de mise en place pour les relations contractuelles avec chacun de ces pays[5]. En outre, ces questions sont abordées – souvent de façon assez détaillée – dans les partenariats européens ou partenariats pour l'adhésion (Croatie et Turquie) correspondants. La mise en œuvre des partenariats est principalement contrôlée par le biais de rapports annuels d'avancement et de réunions organisées avec les pays concernés. Les questions de migration sont en outre discutées dans le cadre de la réunion annuelle de la troïka ministérielle JLS avec les pays des Balkans occidentaux.

S'agissant de la Croatie et de la Turquie (pays candidats) ainsi que de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, les questions relatives aux migrations sont débattues de manière approfondie dans les réunions de sous-comités et peuvent être soulevées dans le contexte du comité et du conseil d'association. Dans le contexte des négociations d'adhésion avec la Croatie et la Turquie, ces questions ont été passées en revue et sont suivies en particulier dans les chapitres "Justice, liberté et sécurité" et "Libre circulation des travailleurs".

Quant aux autres pays de la région, ces questions sont examinées dans le cadre de processus de conseil et de suivi spécifiques (task-force consultative avec l'Albanie, processus de suivi des réformes dans le cas de la Bosnie-et-Herzégovine, dialogue permanent renforcé pour le Monténégro et la Serbie), y compris dans des réunions de groupes techniques. Enfin, avec le Kosovo, le dialogue sur ce thème a lieu dans le contexte du dispositif de suivi du processus de stabilisation et d'association (STM).

Par ailleurs, le processus de coopération en Europe du Sud-Est (SEECP), qui a un rôle croissant à jouer en tant que forum pour la coopération dans toute cette région, inclut la coopération dans les "domaines JLS". Le SEECP participe à la création d'un nouveau dispositif régional pris en charge par les pays eux-mêmes, qui prendra la relève du pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est.

Tous les pays candidats ainsi que ceux dont le projet d'adhésion à l'UE a été reconnu travaillent d'ores et déjà activement à l'adoption de l'acquis communautaire. Pour faciliter le déroulement de ce processus et contribuer dans l'intervalle à améliorer la

---

[4] La Turquie a été officiellement reconnue comme pays candidat en décembre 1999. Les négociations d'adhésion ont été ouvertes le 3 octobre 2005. La Croatie a elle aussi le statut de pays candidat négociant son adhésion à l'Union européenne. L'ancienne République yougoslave de Macédoine, quant à elle, possède la qualité de pays candidat depuis décembre 2005 mais n'a pas encore entamé de négociations d'adhésion.

[5] La situation est la suivante: l'ASA avec la Croatie et celui passé avec l'ancienne République yougoslave de Macédoine sont en vigueur, l'ASA avec l'Albanie a été signé mais attend d'être ratifié, l'ASA avec le Monténégro est paraphé tandis que les négociations à ce sujet viennent de s'achever avec la Bosnie-et-Herzégovine et sont en suspens avec la Serbie.

gestion des flux le long des routes migratoires de cette région, on propose de faire des actions recommandées ci-dessous des priorités générales.

2.1.2. Recommandations

- Pour compléter le dialogue sur la migration qui a lieu dans les instances bilatérales et régionales, des **plateformes de coopération** infrarégionales et nationales sur la migration pourraient faciliter encore la discussion entre tous les acteurs concernés, en s'inspirant de l'expérience acquise dans le cadre de l'initiative MARRI.
- Le dialogue avec les autorités des pays partenaires et candidats devrait englober la manière dont **l'impact des migrations sur le développement peut aider à renforcer la stabilité et à promouvoir la croissance dans la région**. Des politiques visant à prévenir la fuite des cerveaux devraient être mises au point, qui mettraient l'accent par exemple sur l'investissement dans la formation et le développement des capacités afin d'améliorer les conditions de travail et d'élargir l'éventail des opportunités, encourageant de ce fait les travailleurs qualifiés à rester. Par ailleurs, il conviendrait de poursuivre la réflexion sur les moyens de réduire le coût des envois de fonds des travailleurs émigrés et de renforcer leur impact sur le développement des pays de la région. Des visites d'experts devraient être organisées pour faire le point sur les capacités institutionnelles et, par la même occasion, stimuler les contacts et promouvoir une coopération directe entre les administrations. On pourrait aussi prévoir la tenue d'ateliers sur différents points de l'agenda en matière de migrations et de développement. Enfin, il y aurait lieu d'appuyer les initiatives favorisant l'établissement de contacts entre les migrants hautement qualifiés, comme les chercheurs scientifiques, et leurs pays d'origine.
- Il conviendrait d'accroître les possibilités de **migration circulaire**, tout en tenant compte de l'existence de mouvements transfrontaliers saisonniers à court terme dans la région. À l'exception de la Croatie, dont les ressortissants peuvent déjà se rendre sans visa dans l'Union européenne, les régimes de visas dans la région devraient être encore améliorés et harmonisés afin de permettre la circulation de la main-d'œuvre, et il faudrait en outre examiner la possibilité d'offrir une gamme plus large de programmes d'échange aux chercheurs ou aux étudiants. De même, il conviendrait de réfléchir aux moyens de s'assurer que les migrants sont bien préparés à leur départ, c'est-à-dire qu'ils se font une idée réaliste de la vie et des opportunités d'emploi dans l'UE. Des programmes de formation ou autres programmes spéciaux, ainsi qu'un rapprochement de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, seraient sans doute utiles à cet égard. Les portails sur les migrations, qui seront opérationnels d'ici la fin de 2007, auront là un rôle essentiel à jouer. Par ailleurs, l'évaluation de l'expérience menée avec les centres existants de services liés aux migrations pourrait déboucher sur la création de nouveaux centres de ce type. La mise en place d'unités spécialisées dans chaque ministère du travail ou de l'intérieur aiderait aussi à formuler des politiques appropriées constituant un juste équilibre entre les besoins de main-d'œuvre et l'aspect "sécurité" des migrations. Quant aux visas à court terme, la mise en œuvre des accords relatifs à l'assouplissement des formalités d'octroi des visas jusqu'à présent paraphés avec certains pays des Balkans occidentaux contribuera à améliorer et à simplifier les procédures de délivrance des visas à certaines catégories de citoyens de ces pays.
- La **législation en matière d'asile et de protection des réfugiés** devrait être renforcée ou complétée afin de fournir toutes les garanties juridiques aux personnes qui pourraient avoir besoin de la protection internationale. Le Monténégro et la Serbie, qui n'ont pas encore adopté de législation de base en matière d'asile, devraient y être encouragés. La Turquie

doit encore modifier son principal texte de loi dans ce domaine, pour se conformer à l'acquis communautaire, assurer sa mise en œuvre effective et se doter de capacités administratives correspondant aux meilleurs pratiques de l'UE. Dans tous les pays également, des efforts supplémentaires sont requis pour faire en sorte que les dispositions juridiques appropriées soient effectivement mises en œuvre.

- La lutte contre **les migrations illégales et la traite des être humains** doit impérativement être renforcée. À cet effet, l'agence FRONTEX devrait approfondir ses relations avec les pays de la région. Une assistance technique aux pays partenaires, qui inclurait une formation supplémentaire des garde-frontières et fonctionnaires de l'immigration ainsi que l'établissement de statistiques fiables sur les cas rapportés, devrait être prévue par le biais d'instruments tels que l'IAP ou le jumelage et TAIEX. Certaines actions relatives au contrôle des frontières et à la gestion des migrations dans les pays candidats et chez les candidats potentiels pourraient aussi bénéficier d'une aide dans le cadre de l'IAP. Enfin, les accords de réadmission passés avec les pays des Balkans occidentaux doivent être mis en œuvre, et celui avec la Turquie doit être conclu sans délai[6].
- L'UE doit promouvoir une **coopération régionale pluridisciplinaire plus étroite des services répressifs** dans la lutte contre la criminalité organisée, au moyen notamment d'un renforcement de la coopération entre Europol et le Centre SECI à Bucarest. Un protocole d'accord sera conclu à cet effet entre les deux parties, qui traitera en particulier de la traite des être humains, étant entendu que l'objectif, à long terme, sera de parvenir à un accord de coopération opérationnelle.

2.2. Pays partenaires de la politique européenne de voisinage en Europe orientale et dans le Sud-Caucase

2.2.1. Cadre de dialogue actuel

La politique européenne de voisinage (PEV) est le cadre dans lequel s'inscrivent les relations de l'UE avec les pays de l'Europe orientale et du Sud-Caucase. Bien que mentionnées de manière indirecte dans les accords de partenariat et de coopération (APC), qui forment la base juridique sur laquelle reposent les relations de l'UE avec ces pays, la coopération sur les thèmes des migrations, des visas, de l'asile, de la gestion des frontières et autres questions économiques et sociales connexes figure dans tous les plans d'actions qui ont été arrêtés au titre de la PEV avec nos partenaires de l'Est. Certains de ces pays ont également mis en place leur propre programme d'action national en la matière. Dans le cas de l'Ukraine, il s'agit d'un plan d'action JLS distinct, équivalent à la section correspondante des plans d'action convenus avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Moldova, et la Commission travaille en outre avec ce pays sur la base d'un "tableau de bord", fondé sur le plan d'action JLS et contenant des critères d'évaluation.

Les questions de migration sont déjà débattues en profondeur avec la Moldova et l'Ukraine au sein des sous-comités appropriés et sont en outre soulevées dans le cadre des réunions périodiques de la troïka ministérielle JLS avec l'Ukraine ainsi que des réunions du comité et du conseil de coopération. L'approche est similaire en ce qui concerne les trois pays du Sud-Caucase dont les plans d'action ont été adoptés en

---

[6] L'accord de réadmission avec l'Albanie est en vigueur depuis mai 2006, tandis que ceux négociés avec la Bosnie-et-Herzégovine, la Serbie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et le Monténégro ont été paraphés et devraient entrer en vigueur d'ici la fin de 2007.

novembre 2006. Bien entendu, le dialogue et la coopération ne progressent pas au même rythme dans tous les pays, mais en fonction des capacités, de la taille (surtout dans le cas de l'Ukraine) et de la situation de chacun. Bien que le Belarus constitue un cas à part[7], une coopération technique sur les questions de frontières, de migrations et de crime organisé est possible à travers les contacts noués au niveau opérationnel avec des fonctionnaires de ce pays et dans le cadre du dialogue régional et des programmes régionaux.

2.2.2. Recommandations

Bien que les relations avec chacun de ces pays diffèrent, les priorités à court terme devraient inclure les mesures qui suivent.

- Malgré l'existence du cadre nécessaire à un **dialogue** bilatéral sur ces questions avec chacun de ces pays (à l'exception du Belarus), les discussions attendent encore de démarrer concrètement avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie dans le contexte de leur plan d'action élaboré au titre de la PEV, et elles sont en cours d'approfondissement dans le cas de la Moldova et de l'Ukraine. Quant au Belarus, bien que les relations soient limitées, des contacts devraient être pris au niveau des experts sur les questions de migration. Un tel dialogue est important également pour faire face au problème de la xénophobie et à son impact sur les migrations et l'intégration.
- Au **niveau régional**, où se traitent les questions de migration et thèmes connexes, on pourrait profiter des enseignements des processus de Budapest et de Söderköping. L'aide apportée aux pays partenaires pour qu'ils renforcent leur capacité à traiter les migrants illégaux conformément aux normes internationales devrait également être augmentée. Cela pourrait concerner aussi bien la détention des immigrés clandestins et les besoins des victimes de trafics et autres personnes vulnérables que les normes internationales en matière de protection des réfugiés que ces pays sont tenus de respecter (notamment en tant que membres du Conseil de l'Europe); cela dit, il manque encore de législations, de procédures et de pratiques efficaces en matière d'asile et de protection des réfugiés. Les travaux avec les organisations concernées devront se poursuivre, y compris sur la réintégration des personnes rapatriées.
- Pour qui veut promouvoir une approche exhaustive des questions de migration, la **région de la mer Noire** revêt une importance particulière du point de vue de la migration de transit et des trafics. Il est recommandé, en s'inspirant des structures de coopération mises en place dans la Baltique, d'étudier la faisabilité d'une plateforme de coopération régionale, qui réunirait les États membres et agences de l'UE concernés, les autres pays riverains de la mer Noire et des organisations régionales telles que la SECI (initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est), la CEMN (coopération économique de la mer Noire), la TF-OC (task-force de la mer Baltique sur le crime organisé) et le Forum de la mer Noire dans le but de mieux gérer les migrations. Un tel contexte serait propice au partage des informations et à la coordination des activités de patrouille et de surveillance. La contribution de l'UE peut s'étendre de la formation (jumelage) du personnel des forces de l'ordre à une coopération avec FRONTEX et Europol et toucher à des domaines allant de la protection sociale et de la formation des fonctionnaires sur les questions d'emploi à la réinsertion des victimes de la traite des êtres humains.

---

[7] L'Union européenne n'a pas signé d'APC avec le Belarus et, conformément aux conclusions du Conseil, ses relations avec ce pays obéissent à une double politique consistant à limiter les contacts au niveau ministériel tout en accordant une aide axée sur la démocratisation et les besoins de la population.

- Comme l'a expliqué la Commission dans sa communication de décembre 2006, la **mobilité des personnes** revêt la plus grande importance pour les partenaires de la PEV ainsi que pour l'UE si l'on veut atteindre pleinement cette priorité de la politique étrangère. La Commission a donc préconisé d'examiner très soigneusement les moyens de faire en sorte que les procédures de délivrance des visas fassent moins obstacle aux déplacements légitimes à destination comme au départ de l'UE, dans le contexte d'actions plus vastes visant à traiter les questions (JLS) apparentées. Il convient par conséquent d'envisager de conclure des **partenariats pour la mobilité** avec ces pays, en faisant notamment porter l'effort sur un **assouplissement des formalités d'octroi des visas**, sur les permis de travail et sur l'information relative aux besoins saisonniers de main-d'œuvre dans l'UE. La faisabilité d'un tel partenariat avec l'Ukraine, entre autres, devrait être étudiée en priorité.

- En outre, **les formalités d'octroi des visas devraient être assouplies** lorsque l'objet de la visite n'est pas de trouver un emploi (par exemple, séjour d'affaires, éducatif ou touristique) ainsi que pour les visites officielles en rapport avec des réunions concernant les réformes, comme cela est déjà possible dans le cadre des instructions consulaires communes. La Commission recommande maintenant vivement d'agir dans ce sens, en particulier aux États membres dans lesquels ont lieu la plupart des réunions en question (par exemple, ceux qui hébergent les institutions communautaires ou exercent la présidence tournante de l'Union). Surtout, elle souhaiterait que ces changements prennent effet immédiatement pour les personnes se déplaçant en "mission pour le compte de UE" (qui représentent une très faible proportion des demandes de visas), concernant lesquelles elle fournira des lettres de recommandation aux services de l'Ambassade ou au consulat de l'État membre considéré et continuera de travailler avec eux.

- Les **envois de fonds effectués par les travailleurs émigrés** revêtent également une grande importance dans cette région, l'Arménie, la Géorgie, la Moldova et l'Ukraine faisant partie des pays du monde les plus dépendants à l'égard de ces transferts. Il conviendrait de réfléchir aux possibilités de réduire les coûts de transaction de ces envois de fonds et de renforcer leur impact sur le développement du pays d'origine (en se souvenant qu'il s'agit de transferts privés par nature). De même, il faudra appuyer les actions visant à stimuler le développement socio-économique desdits pays, à endiguer l'exode des cerveaux, à faciliter le retour volontaire des personnes (hautement) qualifiées et à inciter les grandes diasporas à contribuer au développement de leur pays d'origine. Enfin, il y aurait lieu d'encourager les initiatives destinées à faciliter les contacts entre les migrants hautement qualifiés, comme les chercheurs scientifiques, et leurs pays d'origine.

- Il conviendrait de se pencher sur la conclusion d'**accords de réadmission**. Un tel accord a déjà été paraphé avec l'Ukraine, tandis que les négociations ont été achevées avec la Moldova et visent une entrée en vigueur aussi rapide que possible de l'accord dans le courant de 2007. L'ouverture des négociations avec les autres pays devrait en outre être envisagée à l'avenir. Pour ceux qui disposent d'un accord de ce type avec l'UE, l'accent devrait porter sur leur capacité à mettre en œuvre ces accords, ainsi que sur les moyens de les encourager à passer des accords similaires avec leurs propres voisins de l'Est et du Sud-Est.

- Quoique donnant lieu déjà à un soutien communautaire important, le **renforcement des capacités** dans ces pays devrait être encore accentué, tant en ce qui concerne la gestion de leurs frontières (ou l'application effective de la loi en général) que l'amélioration de leur coopération mutuelle (l'Ukraine est clairement confrontée à des défis particuliers compte tenu de sa situation géographique, de sa taille et de la nature de ses contrôles frontaliers; le

Belarus s'est dit intéressé quant à lui par une coopération en matière de protection des frontières et de lutte contre le crime organisé, bien que le travail concret de lutte contre les trafics en provenance du pays même puisse encore être renforcé). La mission européenne d'aide à la gestion des frontières (EUBAM) qui officie actuellement sur la frontière entre la Moldova et l'Ukraine est un bon exemple. Les initiatives de ce type doivent bien sûr être cohérentes avec les efforts en cours de lutte contre la corruption et le crime organisé.

- Les lacunes dont souffrent les **dispositifs législatifs et institutionnels** et l'insuffisance de la capacité nationale à rassembler des données et à suivre les flux migratoires devraient sans doute être encore soulignées. Une **assistance technique** adaptée pourrait être fournie, par exemple en ce qui concerne la sécurité des documents de voyage, des permis de séjour et des vignettes de visa, ainsi que les systèmes d'information civile sur lesquels ces documents reposent. Les actions menées pour améliorer la sécurité des documents devront tirer profit des possibilités les plus récentes offertes par la biométrie. En outre, les systèmes d'assistance technique pourraient englober la création de centres spécifiques de formation et d'information de la main-d'œuvre.

2.3. Fédération de Russie

2.3.1. Cadre de dialogue actuel

La mise en œuvre progressive de la feuille de route pour l'espace commun de liberté, de sécurité et de justice, adoptée en mai 2005, se déroule dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et la Russie. Le conseil permanent de partenariat en matière de justice et d'affaires intérieures entre la Russie et l'Union européenne se réunit chaque semestre pour superviser la réalisation globale de cet espace commun. Un dialogue informel et des réunions d'experts sont également organisés. Notre partenariat stratégique repose sur les valeurs communes qui constituent la base des relations entre l'Union européenne et la Russie et qui sont inscrites dans l'accord de partenariat et de coopération ainsi que dans la feuille de route. Ceux-ci prévoient expressément le renforcement de notre coopération par le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les États membres de l'Union européenne et en Russie qui, en sa qualité de membre du Conseil de l'Europe, est tenue de respecter les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme.

2.3.2. Recommandations

Depuis la dissolution de l'URSS, la Russie est devenue une destination majeure pour les réfugiés et les migrants économiques provenant des pays voisins, et compte un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur même du pays. Elle est aussi depuis peu l'un des premiers pays de transit des flux migratoires allant notamment de l'Asie du Sud-Est, de la Chine et de l'Afghanistan vers l'Europe occidentale. La coopération avec la Russie dans les domaines de la politique migratoire et des déplacements de personnes revêt donc une importance croissante.

- Il apparaît nécessaire d'approfondir le **dialogue** global avec la Russie concernant toutes les questions liées aux migrations, y compris l'asile, la lutte contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains, les migrations de main-d'œuvre et tous les aspects sociaux pertinents des migrations. Il serait particulièrement utile de renforcer les échanges d'expérience entre les États membres de l'Union européenne et la Russie en ce qui concerne les migrations de main-d'œuvre.

- Il faudrait accélérer la mise en œuvre des priorités établies par la **feuille de route pour l'espace commun**, à savoir l'échange d'informations relatives aux politiques de gestion des migrations et de bonnes pratiques, dont l'évaluation des statistiques, et, le cas échéant, la coopération vis-à-vis de pays tiers. Dans ce contexte, il convient d'encourager la collaboration entre les autorités compétentes responsables de l'application des accords relatifs à la **réadmission** et à l'**assouplissement des formalités d'octroi des visas** et de suivre de près la mise en œuvre de ces derniers, ce qui contribuera à rendre plus efficace la lutte contre l'immigration clandestine tout en facilitant les contacts entre les personnes. En outre, comme prévu dans l'espace commun, un dialogue a été engagé en vue d'examiner les conditions dans lesquelles une exemption de visa pourrait être instaurée à long terme. Ce nouveau cadre pourrait servir à explorer les moyens d'intensifier les relations dans d'autres domaines liés aux migrations.
- Il faut répondre aux inquiétudes que suscite la législation russe mettant en œuvre la convention de 1951 relative aux réfugiés en renforçant la coopération en matière d'**asile** avec la Fédération de Russie. Il est également nécessaire d'améliorer la protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, conformément aux normes internationales, notamment pour éviter de mettre sous pression les systèmes d'asile des pays voisins.
- Il convient de favoriser les échanges d'informations relatives au cadre législatif pour toutes les formes de **traite des êtres humains**, y compris dans le cadre du groupe d'action contre la criminalité organisée. Il faudrait notamment intensifier la mise en œuvre de l'accord de coopération entre Europol et la Russie, signé en 2003, qui vise à lutter contre les différents types d'**activités criminelles transnationales**. Il convient en outre de continuer à soutenir le travail du groupe d'action en matière de lutte contre la traite des êtres humains et de l'utiliser pour améliorer la coopération pluridisciplinaire régionale entre les services répressifs dans la région de la mer baltique, en particulier avec la Fédération de Russie. Il faut étudier les moyens de renforcer le rôle d'Europol et de FRONTEX dans la région de la mer baltique.
- Il est important que la coopération opérationnelle entre FRONTEX et le service des gardes-frontières russes soit efficace, ainsi que le prévoit le mandat, notamment pour encourager les bonnes pratiques dans la gestion des frontières.

3. AUTRES REGIONS

3.1. Pays partenaires de la politique européenne de voisinage en Méditerranée orientale (Syrie, Liban et Jordanie) et autres pays du Moyen-Orient (Iran et Iraq)

3.1.1. Cadre de dialogue actuel

En ce qui concerne le Liban et la Jordanie, les migrations et les questions connexes font l'objet de discussions au sein des sous-comités «migrations et affaires sociales» concernés dans le cadre de leurs accords d'association et de leurs plans d'action PEV respectifs. Le plan d'action du Liban mentionne spécifiquement la coopération en matière de migration et de gestion des frontières, le partenariat avec FRONTEX, la possibilité d'améliorer la gestion des migrations de main-d'œuvre et l'assouplissement des formalités d'octroi des visas. Le plan de d'action de la Jordanie comporte une section sur les problèmes liés aux migrations, dans laquelle est évoquée notamment la possibilité d'envisager une coopération sur les questions relatives aux migrations

de transit, à l'asile et aux visas. La gestion des frontières constitue une autre priorité des plans d'action des deux pays. Il n'existe pas de dialogue bilatéral officiel avec la Syrie dans le cadre de l'actuel accord de coopération. Le partenariat euro-méditerranéen, auquel collaborent le Liban, la Jordanie et la Syrie, institue également un dialogue régional sur les migrations entre l'UE et les pays partenaires. Il n'existe pas de cadre de dialogue avec l'Iran[8] et aucun dialogue officiel n'est engagé avec l'Iraq[9] au sujet des migrations et des problèmes connexes.

3.1.2. Recommandations

- Le **dialogue** engagé avec le Liban et la Jordanie sur questions relatives aux migrations, aux visas, à l'asile et à la gestion des frontières se poursuivra activement dans le cadre des réunions des sous-comités respectifs et conformément aux priorités fixées dans les plans d'action PEV. Pour ce qui est de la Syrie, un dialogue bilatéral sera engagé sur les migrations une fois l'accord d'association signé.
- Compte tenu de l'ampleur croissante des problèmes liés aux **réfugiés** dans ces pays, notamment en raison du conflit iraquien et de son impact sur les États limitrophes, et du fait qu'à ce jour, la plupart des réfugiés sont installés dans leur pays d'accueil (la Jordanie et la Syrie figurant au premier rang de ces derniers avec respectivement 750 000 et 1 million de réfugiés), l'Union européenne doit se tenir prête à poursuivre son soutien et sa participation aux initiatives pertinentes en matière de coopération ou de dialogue régional. Dans leurs relations avec la Jordanie et la Syrie, l'Union européenne et ses pays membres devraient continuer à favoriser l'établissement de conditions permettant à la communauté internationale de fournir une aide humanitaire et une protection internationale, y compris un soutien par le biais de la réhabilitation et d'autres programmes.
- Il convient d'encourager l'Iran à jouer un rôle plus actif dans la coopération avec ses voisins (notamment avec la Turquie et le Sud-Caucase, mais aussi avec le Pakistan et l'Afghanistan) en matière de prévention et de répression du **trafic de migrants et de la traite** des êtres humains. De nouvelles formes concrètes de coopération sur le plan technique pourraient être explorées.
- Il convient également d'encourager tous ces pays à ratifier, lorsqu'ils ne l'ont pas fait, la **convention de Genève**, la **Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée** (UNTOC) et ses **protocoles** additionnels, et à les mettre en œuvre.

3.2. Asie centrale

3.2.1. Cadre de dialogue actuel

Les migrations et les questions connexes sont abordées lors des réunions du sous-comité «justice et affaires intérieures» organisées avec le Kazakhstan et

---

[8] Des négociations ont été ouvertes avec l'Iran en 2002 en vue de la conclusion d'un accord de commerce et de coopération (ACC). Aucun cycle de négociations n'a pu se tenir après juillet 2005 en raison de la crise nucléaire iranienne. Lorsque les négociations pour l'ACC pourront reprendre, l'Union européenne et la République islamique d'Iran estimeront peut-être qu'il est dans leur intérêt mutuel de prévoir des dispositions spécifiques sur le dialogue et la coopération en matière de migrations.

[9] En novembre 2006, la Commission a engagé des négociations avec l'Iraq en vue de conclure un ACC. L'instauration d'un dialogue avec l'Iraq au sujet des migrations, des visas et de l'asile dépendra largement des conditions de sécurité dans le pays ainsi que de la mesure dans laquelle l'administration iraquienne parviendra à accroître ses propres capacités.

l'Ouzbékistan dans le cadre de leurs APC respectifs. Les migrations font aussi l'objet de discussions au sein du comité de coopération de l'APC UE-Kirghizistan. À ce jour, il n'existe cependant pas encore de dialogue bilatéral officiel avec le Turkménistan et le Tadjikistan. Un dialogue régional sur les migrations entre l'Union européenne et les pays d'Asie centrale se tient parallèlement aux réunions mentionnées précédemment. Par la suite, l'Union européenne souhaitera peut-être veiller à ce que les questions relatives à l'immigration soient pleinement intégrées au dialogue politique et économique avec les pays d'Asie centrale.

3.2.2. Recommandations

- En matière de **gestion des frontières**, une coopération plus approfondie pourrait être envisagée sur le modèle du projet BOMCA (*Border Management Programme for Central Asia*, programme de gestion des frontières en Asie centrale) ou par le biais d'autres projets en cours dans le domaine de la **gestion des migrations de main-d'œuvre**.
- Une assistance technique pourrait être envisagée pour que les pays de la région coopèrent davantage avec l'Union européenne, la Turquie et les pays orientaux partenaires de la PEV dans le domaine de la prévention de l'immigration clandestine et de la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains.
- Il convient également d'encourager les pays partenaires à ratifier, lorsqu'ils ne l'ont pas fait, la **convention de Genève**, la **Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée** (UNTOC) et ses **protocoles** additionnels, et à les mettre en œuvre.

3.3. Pays d'origine asiatiques

3.3.1. Cadre de dialogue actuel

Le cadre politique de la coopération avec l'Asie est fixé par la communication de 2001 intitulée *Un cadre stratégique pour renforcer les relations de partenariat Europe-Asie*[10]. Celle-ci prévoit le renforcement du dialogue et de la coopération de l'Union européenne avec l'Asie dans une série de domaines, notamment dans les questions relatives à la justice et aux affaires intérieures, ce qui comprend les visas, l'asile, l'immigration et d'autres politiques liées à la liberté de circulation des personnes, ainsi que la politique sociale et les défis et possibilités de la mondialisation.. La Commission estime nécessaire d'intensifier le dialogue politique et économique au niveau régional, au sein d'instances comme l'ANASE et l'ASEM, et de façon bilatérale.

En ce qui concerne la Chine, des consultations de haut niveau se tiennent régulièrement avec la Communauté. Elles portent sur des questions liées à la lutte contre l'immigration clandestine et à la traite des êtres humains et se concentrent sur l'échange d'informations et les mesures nécessaires à l'instauration d'un climat de confiance. C'est dans ce cadre que sont échangées des informations relatives aux législations adoptées de part et d'autre et que se déroulent des entretiens exploratoires sur la réadmission, ainsi que des discussions sur les moyens légaux de se rendre en Europe et de s'y déplacer.

---

[10] COM(2001) 469 du 4.9.2001.

3.3.2. Recommandations

Outre les questions relatives aux migrations et au développement, les domaines tels que les visas, l'asile, l'immigration et d'autres politiques liées à la liberté de circulation des personnes occupent une place de plus en plus importante dans nos relations avec l'Asie, notamment compte tenu du développement des relations commerciales, y compris dans les services, de l'évolution démographique — la population de la plupart pays d'Asie connaît une forte croissance tandis celle des pays d'Europe décline — et de l'importance croissante que prennent les migrations de main d'œuvre et le rapprochement de l'offre et de la demande de main-d'œuvre à l'échelle mondiale dans certains secteurs économiques. En témoignent l'augmentation de l'immigration en provenance de cette région, l'instauration d'un dialogue sur ces questions, l'inclusion des migrations dans les nouveaux accords de coopération avec les pays d'Asie du sud-est et le lancement d'initiatives mondiales telles que le processus de Bali. De plus, certains pays reçoivent une attention particulière en raison de la priorité que leur accorde l'UE dans le cadre de la politique de réadmission. C'est le cas des pays ou entités avec lesquels la Communauté a conclu un accord de réadmission (Hong Kong, Macao et Sri Lanka), avec lesquels elle est en train de conclure un tel accord (le Pakistan) ou a l'intention d'en conclure un (la Chine). L'Union européenne a également engagé un dialogue bilatéral et multilatéral avec l'Asie sur les questions relatives aux migrations de main d'œuvre, notamment l'emploi, la politique sociale et l'éducation. Il est donc recommandé, tout en continuant à lutter en premier lieu contre les causes profondes de l'émigration en provenance des pays tiers de cette région, de:

- continuer à soutenir les **négociations** en cours sur la réadmission ainsi que les initiatives en matière de lutte contre **trafic de migrants et la traite des êtres humains**.
- faire en sorte que le **dialogue** sur l'ensemble des questions liées aux migrations devienne, à moyen terme, un volet habituel du dialogue politique et économique avec les pays de la région. Il faut exploiter pleinement les possibilités de dialogue qu'offrent l'ASEM et son secrétariat virtuel, actuellement en cours d'installation, pour échanger informations et bonnes pratiques en matière de migrations.
- prendre en considération le potentiel des migrations de main d'œuvre provenant d'Asie. Il peut se révéler très important pour l'Union européenne, ainsi que pour le propre développement socio-économique des pays de cette région, d'améliorer et de gérer convenablement la mobilité de certaines catégories de personnes issues de ces mêmes pays. Les migrations de main-d'œuvre ont constitué un des points majeurs du dialogue récemment instauré entre l'Union européenne et l'Inde. Par ailleurs, le dialogue avec la Chine pourrait être étendu, dans l'intérêt des deux parties, au-delà des thèmes des migrations clandestines et des flux touristiques, qui en sont actuellement le sujet principal, afin de favoriser la mobilité. Une discussion s'est également ouverte à propos des migrations de main d'œuvre dans le cadre de l'ASEM et les possibilités de resserrer le dialogue et la coopération avec l'ASEAN dans ce domaine sont actuellement à l'étude. La Commission suggère donc de tâter le terrain en établissant des **partenariats pour la mobilité** avec certains pays choisis dans la région

4. AMELIORATION DE LA COORDINATION

Une multitude d'initiatives sont déjà prises actuellement pour favoriser la gestion des migrations dans les pays et régions limitrophes ainsi que ceux plus éloignés.

Estimant que l'approche globale aurait davantage de valeur si la cohérence et la complémentarité de ces initiatives étaient améliorées, la Commission propose que les États membres contribuent d'abord à enrichir la liste globale des initiatives communautaires mises en place dans les pays et régions relevant de la présente communication (voir l'annexe I) en y ajoutant leurs propres initiatives nationales, de façon à obtenir une vision plus complète de la situation actuelle.

En outre, des efforts supplémentaires peuvent être accomplis pour connaître l'ampleur et les caractéristiques des flux migratoires provenant de l'est et du sud-est. Les informations disponibles ne sont pas toujours rassemblées ou mises à profit. Diverses organisations détiennent de précieux renseignements sur les différentes régions qui relèvent de l'approche globale des migrations. Une initiative pourrait viser à établir un **réseau d'échange d'informations** entre FRONTEX, Europol, l'OIM, le CIDM, l'OIT, diverses agences des Nations Unies — notamment le PNUD, le HCR et l'ONUDC — ainsi que d'autres organisations internationales et régionales telles que la SECI.

Compte tenu de l'ampleur de la **traite des êtres humains et du trafic de migrants**, il est nécessaire d'adopter une **approche plus coordonnée** pour initier des politiques destinées à lutter contre ce phénomène. Des mesures concrètes pourraient êtres prises comme l'extension de l'inventaire des initiatives existantes (dressé par l'Alliance contre la traite des êtres humains), le renforcement du dialogue avec les pays tiers sur l'instauration de politiques efficaces de lutte contre la traite des personnes et la prise en considération de questions telles que la protection des victimes de cette pratique, notamment les femmes et les enfants. En outre, l'Union européenne devrait envisager de prendre une part active aux initiatives mondiales en cours, comme le Groupe de coopération interinstitutions contre la traite des personnes (ICAT). Le programme «Prévention et lutte contre la criminalité», adopté récemment, prévoit un appui financier pour les projets concernant des domaines prioritaires tels que la prévention, la protection et le soutien apportés aux victimes ainsi que la poursuite et la condamnation des auteurs.

En ce qui concerne la lutte contre les flux clandestins, il faudrait accorder à **FRONTEX** un rôle plus important, tout en veillant à la cohérence et à la coordination de ses activités avec la politique générale de relations extérieures de l'Union européenne. Les priorités géographiques de l'agence pour 2007 sont le développement de la coopération avec la Russie, l'Ukraine, la Moldova, la Géorgie, les Balkans occidentaux et certains pays asiatiques, notamment la Chine, le Pakistan et l'Inde. Sa stratégie et son programme de travail étant désormais établis, FRONTEX doit recevoir les moyens nécessaires pour accomplir sa mission avec efficacité et les États membres doivent veiller à disposer des ressources adéquates pour participer, en cas de besoin, aux opérations conjointes de FRONTEX et à l'analyse des risques. Il est également recommandé d'habiliter l'équipe d'intervention rapide aux frontières à opérer aux frontières est et sud-est. FRONTEX devrait en outre élaborer des méthodes de renseignement adéquates pour garantir la fiabilité de l'analyse des risques et devrait aussi être incité à s'investir dans des projets, des réunions, des conférences et des formations avec des pays tiers.

Il est en outre nécessaire d'adopter une approche plus coordonnée pour pouvoir améliorer la gestion des **migrations de main d'œuvre**. Les initiatives en la matière doivent impliquer tous les acteurs concernés, notamment les ministères du Commerce, du Travail et de l'Éducation ainsi que d'autres parties prenantes comme

les partenaires sociaux. Les mesures concrètes devraient viser à évaluer et à prévoir la demande et l'offre globales de main d'œuvre en fonction du niveau de qualification et à aborder des questions telles que la reconnaissance des compétences et des qualifications, l'accès au marché du travail, l'intégration des migrants, la promotion et la facilitation de nouvelles formes de migration, comme les migrations temporaires et circulaires, et le renforcement des capacités des services de l'emploi dans les pays tiers. Les initiatives seront étroitement liées à la promotion d'un travail décent pour tous dans le cadre des migrations.

Les États membres de l'Union européenne pourraient accroître le nombre d'**officiers de liaison «immigration»** (OLI) dans la région et créer des réseaux d'OLI sur les itinéraires de migration majeurs. La Communauté peut contribuer à ces efforts par l'intermédiaire du Fonds européen pour les frontières extérieures.

La création de **centres communs de traitement des demandes de visa** — tels que celui ouvert en Moldova avec la collaboration de l'Autriche, de la Hongrie, de la Lettonie et de la Slovénie et, prochainement, de l'Estonie et du Danemark — pourrait aussi contribuer à répartir la fourniture de ce service entre les États membres. En outre, le lancement régional du système d'information sur les visas pourrait inciter à renforcer la représentation des États membres et à promouvoir l'installation de centres communs de traitement des demandes de visa dans cette région.

L'UE et ses États membres intensifient leurs actions de soutien aux pays tiers en vue d'améliorer la gestion des migrations. Le programme **TAIEX** (bureau d'information sur l'assistance technique) de la CE, utilisé pour les missions d'expertise de courte durée, joue un rôle important dans la mise à disposition des experts nécessaires dans les pays tiers, y compris dans d'autres domaines JLS. Pour l'heure, le mandat du bureau est toutefois limité aux pays candidats et à ceux couverts par la PEV. De nouvelles formes de coopérations pourraient être étudiées à l'avenir.

5. CONCLUSION

Les régions bordant l'Union européenne à l'Est et au Sud-Est sont importantes du point de vue des migrations légales et illégales, tant entre les pays de ces régions qu'en direction de l'UE. Le dialogue et la coopération sont déjà bien avancés avec nombre de ces pays, surtout en ce qui concerne la lutte contre l'immigration clandestine. L'application de l'approche globale à ces régions implique que, en tenant compte des moyens disponibles, la coopération soit encore développée, équilibrée et étendue – afin notamment de mieux répondre aux questions relatives à la mobilité et à l'aspect "développement" des migrations – ce qui permettra à l'UE de gagner en crédibilité aux yeux de ses partenaires et d'atteindre avec eux le stade de coopération suivant.

Dans un premier temps, la Commission juge essentiel de renforcer, dans le cadre des dispositifs existants pour débattre des migrations, le dialogue et les accords sur la mobilité dans les relations qu'entretient l'UE avec les pays partenaires de la PEV. Pour atteindre cet objectif prioritaire, les procédures actuelles de délivrance des visas devraient être évaluées, et des mesures pratiques examinées d'ici la fin de 2007 pour faciliter la mobilité de catégories clés de voyageurs prévues par les régimes de visa en vigueur. Eu égard au déplacement des frontières de l'UE résultant de l'élargissement, la promotion de la coopération régionale avec la région de la mer Noire et au sein même de cette région, notamment en matière de contrôle des

frontières et de lutte contre l'immigration clandestine, requiert désormais une attention toute particulière. La coopération avec la Fédération de Russie devrait également être poursuivie et intensifiée. En outre, le dialogue et la coopération avec les pays et régions d'origine situés plus loin à l'Est continuera à être renforcée.

Un objectif fondamental dans l'application de l'approche globale à ces régions est le nécessaire maintien de la cohérence des politiques et leur complémentarité avec le dialogue et les initiatives en cours sur les migrations et autres thèmes apparentés qui ont déjà lieu dans le contexte général de la politique extérieure de l'UE. La Commission, agissant en étroite collaboration et coordination avec les États membres et toutes les autres parties prenantes, veillera à cette cohérence et à cette complémentarité et assurera un suivi adéquat, assorti d'un calendrier lorsque c'est possible, pour la coordination de l'approche globale dans ces régions.

Annex I:
Acronyms and glossary

1. ACRONYMS

ASEAN : Association of South-East Asian Nations

ASEM : Asia-Europe Meeting

BSBCIC : Black Sea Border Coordination and Information Centre

BSEC : Black Sea Economic Cooperation

BOMCA : Border Management in Central Asia

ENP : European Neighbourhood Policy

EUBAM : EU Border Assistance Mission

ICAT : UN Inter-Agency Cooperation Group on Human Trafficking

ICMPD : International Centre for Migration Policy Development

ILO : Immigration Liaison Officer

ILO : International Labour Organization

IOM : International Organisation for Migration

IPA : Instrument for Pre-Accession Assistance

MARRI : The Migration, Asylum, Refugees Regional Initiative

PCA : Partnership and Cooperation Agreement

RABIT : Rapid Border Intervention Team

SAA : Stabilisation and Association Agreement

SECI : South-East European Cooperative Initiative

SEECP : South-East Cooperation Process

STM : Stabilisation and Association Process Tracking Mechanism

TAIEX : Technical Assistance and Information Exchange Instrument

TF-OC : Task Force on Organised Crime in the Baltic Sea Region

UNDP : United Nations Development Programme

UNHCR : United Nations High Commissioner for Refugees

UNODC : United Nations Office on Drugs and Crime

UNTOC : UN Convention Against Transnational Organised Crime

2. GLOSSARY

Asia-Europe Meeting: ASEM is an informal dialogue process initiated in 1996. The EU Member States, the European Commission and thirteen Asian countries (Brunei, Burma/Myanmar, China, Cambodia, Indonesia, Japan, South Korea, Malaysia, Laos, the Philippines, Singapore, Thailand, and Vietnam) participate in the process. The ASEM 6 Summit held in September 2006 decided to admit India, Mongolia, Pakistan and the ASEAN Secretariat to the ASEM process, upon their completion of the necessary procedures.

Bali Process: brings participants together to work on practical measures to help combat people smuggling, trafficking in persons and related transnational crimes in the Asia-Pacific region and beyond. Initiated at the "Regional Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime" held in Bali in February 2002, the Bali Process follow-up is a collaborative effort participated in by over fifty countries and numerous international agencies.

Budapest Process: a consultative forum of more than fifty Governments from the wider European region and ten international organisations, which aims to promote good governance in the field of migration, a harmonised approach in dealing with irregular migration challenges and support for the transfer and common understanding of migration concepts and policies.

Cooperation platforms on migration and development: A concept proposed in the 2006 Communication on the Global Approach and endorsed by the December European Council. The idea is to bring together migration and development actors in a country or region to manage migration more effectively, in the interests of all, along specific migratory routes. Such platforms would bring together representatives of the country or countries concerned with Member States, the Commission and international organisations.

Global Approach to Migration: brings together migration, external relations and development policy to address migration in an integrated, comprehensive and balanced way in partnership with third countries. It comprises the whole migration agenda, including legal and illegal migration, combating trafficking in human beings and smuggling of migrants, strengthening protection for refugees, enhancing migrant rights and harnessing the positive links that exist between migration and development. It is underscored by the fundamental principles of partnership, solidarity and shared responsibility and uses the concept of 'migratory routes' to develop and implement policy.

MARRI: an initiative forming part of the South-East European Cooperation Process which aims to enhance regional cooperation. Participating states are Albania, Bosnia and Herzegovina, Croatia, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Montenegro and Serbia. Its regional centre is located in Skopje.

Migration portals: web portals with information about legal migration opportunities and various other aspects of migration. The establishment of these web portals will be financially supported by the new budget line, 'Preparatory Action: Migration management – Solidarity in action'.

Migration profiles: a tool to bring together and analyse all the relevant information needed to develop policy in the field of migration and development and to monitor the impact of policies implemented.

Migration routes initiative: work along the main migratory routes through a particular region and towards the EU is identified and takes into account the need to work in close collaboration with the third countries along these routes.

Mobility partnerships: would provide the overall framework for managing various forms of legal movement between the EU and third countries. Such partnerships would be agreed with those third countries committed to fighting illegal immigration and that have effective mechanisms for readmission. Mobility partnerships are in the process of being developed – see the Communication on *Circular migration and mobility partnerships between the European Union and third countries*, adopted simultaneously.

Regional networks of ILOs: coordination mechanisms to bring together Immigration Liaison Officers so as to better coordinate and share information at the regional level.

Söderköping Process: supported by the EC, its strategic objective is to facilitate cross-border cooperation between a number of EU Member States, Candidate countries and the countries of Eastern Europe on asylum, migration and border management issues.

Annex II:
Examples of EU cooperation with and assistance to countries covered by the Communication

This Annex aims to provide an overview of the cooperation which has been established until now in the field of migration and asylum by the EU and the European and Asiatic countries which are located along the migratory routes on the Eastern and South-Eastern flanks of the EU. The list is indicative and by no means exhaustive.

The Annex presents the projects which have been funded by the European Commission in these countries in the field of asylum, migration, border management and visa policy.

As regards the information included, it should be underlined that:

a) only those projects that were committed through programmes of the previous EU financial framework (2000-2006) are included in the list;

b) projects related to development of border infrastructures or addressing customs services or the police forces generically (not specifically the border police) are not included in the list; and

c) projects addressing the root causes of migration or trafficking in human beings are not listed.

The information presented should be used actively. Other donors can more easily see what the EC has been funding up to now, whereas we stimulate our implementing partners to take this information available on past projects into account when drafting proposals for future activities.

1. Countries in the Eastern and South-Eastern regions neighbouring the EU

1.1 The Western Balkans and Turkey

Regional

Project Name	**Establishment of EU compatible legal, regulatory and institutional frameworks in the fields of asylum, migration and visa matters (CARDS/2003/077-352)**
Location	Western Balkans
Implementation period	January 2004 – February 2006
Implementing Partner	Swedish Migration Board, together with ICMPD, IOM, UNHCR
Budget/EC contribution	€ 3.000.000 / € 3.000.000
Funding Programme	CARDS
Responsible DG	ELARG
Description	The objectives of the project were to contribute to a better strategic and technical understanding of EU standards and the best practices in the field of asylum, migration and visa; to support the development of a regional strategy, based upon benchmarks that translate a set of commonly accepted EU technical standards, practices and principles; to contribute in the development of detailed national strategies together with implementation action plans; to contribute to institution and capacity building. The project also promoted the creation of a regional network among the officials in the 5 countries of the region.

Project Name	**Support to and coordination of Integrated Border Management Strategies in the Western Balkans (CARDS/2004/081-242)**
Location	Western Balkans
Implementation period	January 2005 – April 2007
Implementing Partner	France, Austria, OSCE, ICMPD

Budget/EC contribution	€ 1.999.984
Funding Programme	*CARDS*
Responsible DG	ELARG
Description	The project provided assistance to the countries for the development of their national Integrated Border Management strategies and Action Plans in order to ensure that these are coherent and effectively co-ordinated at the regional level. The project has contributed to this process by raising awareness and understanding of the concepts and relevant EU standards and best practice, as listed in the IBM Guidelines for Western Balkans. The assistance has supported a multidisciplinary approach, including support to border police, customs, veterinary and phyto-sanitary inspection services, as well as to other services involved in border management issues.

Project Name	**Fostering sustainable reintegration in Albania, the Kosovo province and former Yugoslav Republic of Macedonia, by reinforcing local NGO capacity service provision to returnees (2002/HLWG/003)**
Location	Albania, the Kosovo province and the FYR of Macedonia
Implementation period	November 2003 – November 2005
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 700.759,69 / € 560.607,76
Funding Programme	B7-667
Responsible DG	JLS
Description	This project focused on new mechanisms and the development of existing ones for return and reintegration through support to local NGOs (service provision and counselling capacities). The IOM offices in Western Europe defined a list of potential returnees and were able to develop a database. The project was then pursued in Albania, Kosovo and former Yugoslav Republic of Macedonia, by workshops for local NGOs. Reintegration services could then be provided: for instance a reintegration package was defined. Another component of the project was the development of different campaigns to raise public awareness of the targeted areas.

Project Name	**Network of immigration liaison officers (ILO) in the Western Balkans**

	(Albania and surrounding region) (2002/HLWG/013)
Location	Albania and surrounding region
Implementation period	November 2002 –December 2003
Implementing Partner	Commissariaat General - Beleid Internationale Politiesamenverking, Belgium
Budget/EC contribution	€ 729.500 / € 429.750
Funding Programme	B7-667
Responsible DG	JLS
Description	This project implemented by the Belgian authorities aimed at creating an Immigration Liaison Officers' network (ILO) in the Western Balkans in order to structure and consolidate exchange of information and possible co-operation between the ILOs in the Western Balkans as well as with other important partners and local authorities. The added value of this project was the possible harmonisation of activities, the updated knowledge and the definition of policy guidelines in this field in the Western Balkans.
Project Name	**Promoting regular migration in the Western Balkans through establishment of regional migrant service centres providing information and migration related services" (2003/HLWG/051)**
Location	Western Balkans
Implementation period	December 2004 – June 2006
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 815.119,64 / € 652.095,71
Funding Programme	B7-667
Responsible DG	JLS
Description	The aim was to promote orderly labour migration flows and related awareness-raising through the creation of the first regional network of Migration Services Centres (MSCs) in the Western Balkans. The project contributed to establish and run 6 MSCs (Skopje, Prishtina, Belgrade, Zagreb, Sarajevo, and Tirana, the last one having been created before the project and representing a model for the others) and a website, through which not only would be migrants, but also people interested to return and

reintegration, were provided counselling.

Project Name	**Training Action for the Balkans: Three intensive seminars on Asylum and International Protection for 120 civil servants (2005/103474)**
Location	Western Balkans
Implementation period	December 2005 – December 2007
Implementing Partner	ERA- Académie de Droit Européen
Budget/EC contribution	€ 641.643 / € 512.617
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	Three seminars, one week each, will give a general overview of all the issues related to the migration and asylum, in particular: legal migration; dialogue on migratory flows; readmission and reintegration of the returnees; illegal migration.

Project Name	**Strong Institutions and a Unified Approach in the Asylum, Migration and Visa Management in the Western Balkans (2006/120-144)**
Location	Western Balkans
Implementation period	January 2007 – October 2008
Implementing Partner	Migrationsverket
Budget/EC contribution	€ 625.000 / € 500.000
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	A better management of all aspects of migration flows in the region by regulating and facilitating legal migration and curbing illegal migration in the Western Balkan Countries.

Project Name	**Development of communication and information exchange systems on illegal migration in the Western Balkan region (2006/120-275)**

Location	Western Balkans
Implementation period	January 2007 – June 2008
Implementing Partner	Ministry of the Interior of the Republic of Hungary - Office of EU Co-ordination and ICMPD
Budget/EC contribution	€ 625.000 / € 500.000
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	To assist the five SAp countries in the WB region in their efforts to developing a system for exchanging communication and information on illegal migration, and more particularly focussed on the preparation of the WB countries to the use of **ICONET** system and to the participation in the **CIREFI** group.

Albania

Project Name	**National Strategy on Migration (CARDS/2003/71910)**
Location	Albania
Implementation period	September 2003 – July 2005
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 1.249.989 / € 1.000.000
Funding Programme	CARDS
Responsible DG	EC DEL Tirana
Description	The project addressed the need for reform in the field of migration management in Albania through the development of a national strategy on migration.

Project Name	**'Establishment of EU compatible legal, regulatory and institutional frameworks? '(CARDS)**
Location	Albania
Funding Programme	CARDS
Responsible DG	EC DEL Tirana
Description	CARDS 2002-3 promoted the establishment of EU compatible legal, regulatory and institutional frameworks in the fields of asylum, migration and visa matters.

Project Name	**Sustainable return, reintegration and development in Albania through consolidated preparatory actions for migration management (2001/HLWG/102)**
Location	Albania
Implementation period	April 2002 – December 2003
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 835.885,00 / € 635.883
Funding Programme	HLWG – B7-667
Responsible DG	JLS
Description	This project aimed to develop and strengthen regional capacities to manage irregular migration flows into, through and from Albania. This has been achieved by establishing the necessary mechanisms to facilitate the voluntary return and sustainable reintegration of 175 victims of trafficking and illegal migrants stranded in Albania in their countries of origin such as Turkey, Moldova and Ukraine. The project was instrumental for the establishment of a National Reception Centre (NRC). It served as a preparatory measure working towards the long-term development of a sustainable migration management system.

Project Name	**Upgrading the border control system of Albania along European standards (2001/HLWG/124)**
Location	Albania
Implementation period	December 2001 – April 2003

Implementing Partner	ICMPD
Budget/EC contribution	€ 551.649,43 / € 441.320
Funding Programme	HLWG – B7-667
Responsible DG	JLS
Description	This project aimed to develop a blueprint for a border guarding system and a master plan for its realisation. In order to achieve these goals, ICMPD worked closely with the Albanian authorities to establish an International Border Guarding Task Force. The project also elaborated jointly with the Albanian authorities an action plan which was the basis for later funding by the programme CARDS, thanks to the blueprint of the Albanian border system provided.

Project Name	**Developing of the asylum system in Albania (2001/HLWG/127 and 2004/81185)**
Location	Albania
Implementation period	January 2002 – June 2006
Implementing Partner	UNHCR
Budget/EC contribution	€ 764.438, 87 / € 732.088 (B7-667) €2.000.000 / € 2.000.000 (2004/81185)
Funding Programme	HLWG – B7-667 CARDS
Responsible DG	JLS and EC DEL Tirana
Description	The overall objective of these projects was to set up a functioning and effective mechanism for asylum and refugee protection in Albania. This projects work along the lines of a three-stage process: pre-procedure (access), procedure (refugee status determination) and post-procedure (durable solutions). In term of access to the asylum system, fair and efficient procedures for the border regime, consistent with International and European protection standards, are being developed and implemented.

Project Name	**Migrant Service Centres (CARDS)**

Location	Albania
Implementing Partner	IOM
Funding Programme	CARDS 2003
Responsible DG	EC DEL Tirana
Description	Migrant Service Centers were established providing information and migration related service in particular to improve management of labour migration towards Italy.

Project Name	"Combating irregular migration in Albania and the wider region; Targeted support to capacity building within the framework of readmission support to Albania" (2003/HLWG/055)
Location	Albania
Implementation period	December 2004 – June 2006
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 882.345,45; EU grant: € 705.876,36
Funding Programme	HLWG – B7-667
Responsible DG	JLS
Description	Relevant Albanian authorities received information on the EU best practices related to management of apprehended illegal migrants, received training (including on foreign languages), were adviced regarding the standards to be respected for the establishement of a reception center for illegal migrants in Albania, for the handling of the latter and for their repatriation to their home countries.

Project Name	**Implementation of the readmission agreement (CARDS)**
Location	Albania
Budget/EC contribution	€ 2.000.000
Funding Programme	CARDS 2004
Responsible DG	ELARG

Project Name	**Building a Mechanism to effectively and sustainable implement readmission agreements between Albania, the EC and third countries (2005/103499)**
Location	Albania
Implementation period	December 2005 – April 2008
Implementing Partner	Ministry of Interior, Public Administration and Decentralisation of the Hellenic Republic; IOM
Budget/EC contribution	€ 1.818.460 / € 1.454.768
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	The project supported Albania to identify and manage the return of third country returned illegal migrants and to help reintegration of returned Albanians.

Project Name	**W.A.R.M. (2005/103559)**
Location	Albania
Implementation period	January 2006 – December 2008
Implementing Partner	Comune di Roma
Budget/EC contribution	€ 1.519.207 / € 1.215.196
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	Reintegration of Albanian returnees through their insertion on labour market and through micro-enterprises creation.

Project Name	**ALBAMAR (2005/103632)**
Location	Albania and Morocco
Implementation period	December 2005 – December 2008
Implementing Partner	COOPI - Cooperazione Internazionale
Budget/EC contribution	€ 1.668.216 / € 1.334.572
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	Definition and implementation of an integrated support to Moroccan and Albanian migrants forcedly or voluntarily repatriated from Italy that are highly exposed to the risks of illegal migration and criminal activities

Project Name	**Former et créer un réseau institutionnel pour l'identification, l'accueil et l'intégration durable des personnes en retour**
Location	Albania
Implementation period	January 2007 – December 2008
Implementing Partner	Associazione Centro Europa Per La Scuola Educazione E Societa-Ceses
Budget/EC contribution	€ 834.551 / € 652.443
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	Soutenir les institutions albanaises dans le processus de création d'un système efficace de gestion des flux des personnes en retour visé à la mise en œuvre de l'accord de réadmission avec la CE et à l'élimination des causes de l'émigration illégal.

Bosnia and Herzegovina

Project Name	**Support to Migration Management Capacities (2003/72875 and 2005/115633)**
Location	Bosnia and Herzegovina
Implementation period	November 2003 – January 2008
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 870.000 / € 870.000 (2003/72875) € 1.200.000 / € 1.200.000(2005/115633)
Funding Programme	CARDS 2003 and 2005
Responsible DG	DEL Bosnia and Herzegovina
Description	These projects aim at ensuring that the Sector for Immigration and Asylum, established within the Ministry of Security have administrative and procedural capacity that will allow Bosnia and Herzegovina to effectively manage population movements, and develop a migration policy for Bosnia and Herzegovina that will be coordinated by the Ministry of Security and regularly reviewed; to ensure that management structures necessary for the effective implementation of migration policies and legislation, in line with the EU standards and practices are developed; to strengthen the legislative basis for the management of migration processes in Bosnia and Herzegovina by developing new legislation and by-laws and consolidating existing legislation and procedures in line with EU standards and practices and other international norms; to establish a Migration Information System that will allow the Ministry of Security to collect and analyze information about non-citizens that will be used to develop migration policy, visa requirements and improve legislation and procedures.

Project Name	**Support to Asylum Management Capacities (2003/072-091 and 2005/109048)**
Location	Bosnia and Herzegovina
Implementation period	October 2003 – June 2007
Implementing Partner	UNHCR
Budget/EC contribution	€ 1.000.000 / € 1.000.000 (2003/072-091) € 800.000 / € 800.000 (2005/109048)
Funding Programme	CARDS

Responsible DG	EC DEL Sarajevo
Description	These projects have the following key objective: to establish a clearly identified and independent authority, as a competent "asylum unit" within the competent ministry, with responsibility for examining requests for refugee status and taking decisions on refugee status in the first instance.

Project Name	**Strengthening the protection of asylum seekers (2005/103661)**
Location	Bosnia and Herzegovina
Implementation period	January 2006 – December 2007
Implementing Partner	VASA PRAVA – Bosnia and Herzegovina
Budget/EC contribution	€ 856.932,56 / € 616.562,98
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	Ensuring a maximum protection and access to justice for asylum seekers, recognized refugees and other categories of persons under international protection in Bosnia and Herzegovina, and victims of human trafficking, ensuring the full access to their rights via the provision of free legal aid and information campaigns.

Project Name	**Support to EU support for the implementation of the Integrated Border Management Strategy for Bosnia and Hezegovina (2006/120289)**
Location	Bosnia and Herzegovina
Implementation period	May 2006 – April 2008
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 1.018.016 / € 1.000.000
Funding Programme	CARDS
Responsible DG	DEL Bosnia and Herzegovina
Description	EU support to the Indirect Taxation Agency (ITA), State Border Service, Veterinary and phyto-sanitary and market inspectorates by providing training, study tours and workshops, revision of legislation, and setting up a

joint analysis centre.

Croatia

Project Name	**Protection of Asylum seekers in the Republic of Croatia and Regio (2005/103578)**
Location	Croatia
Implementation period	January 2006 – December 2008
Implementing Partner	Croatian Law Centre
Budget/EC contribution	€ 1.274.842,27 / € 1.000.000
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	Strengthening the protection in CRO and region (Bosnia and Herzegovina, Serbia, Montenegro) by developing asylum system consistent with international standards.

The former Yugoslav Republic of Macedonia

Project Name	**Enhancement of the asylum management system (2003/01/08)**
Location	The former Yugoslav Republic of Macedonia
Implementation period	April 2006 – December 2006
Implementing Partner	Transtec (BE)
Budget/EC contribution	€ 160.000 / € 160.000
Funding Programme	CARDS 2003
Responsible DG	ELARG
Description	The programme provides short-term technical assistance in the field of asylum regarding the definition of operational procedures on asylum and the design of an IT platform for the relevant line ministries. The aim of the project is to enhance the asylum management system in the country.
Project Name	**Construction of reception centre for asylum seekers (2002/01/14)**
Location	The former Yugoslav Republic of Macedonia

Implementation period	February 2005 – December 2006
Implementing Partner	GD Granit AD Skopje (MK)
Budget/EC contribution	€ 1.850.000 / € 1.850.000
Funding Programme	CARDS 2002
Responsible DG or EC Delegation	ELARG
Description	The project aims to construct a reception centre for asylum seekers. The centre will be located in the vicinity of Skopje and will have an administrative building for registration and administration of asylum seekers and several buildings for hosting asylum seekers. It will be able to host up to 150 persons, but the design includes possible future extension for up to 300 people.

Project Name	**Development of immigration and asylum strategy, legislation and action plan (2002/01/14; 2003/01/08)**
Location	The former Yugoslav Republic of Macedonia
Implementation period	February 2004 – December 2005
Implementing Partner	Charles Kendall & Partners Ltd (UK); B&S Europe (BE)
Budget/EC contribution	€ 160.000 / € 160.000 – CARDS 2002; € 1.000.000 / € 1.000.000 – CARDS 2003
Funding Programme	CARDS 2002 - 2003
Responsible DG or EC Delegation	ELARG
Description	The programme provided technical assistance and training to develop and implement the National Action Plan for Migration and Asylum. The TA team also provided amendments to primary and secondary legislation pertaining to the new Law on Asylum as well as assisted in the development of the new Law on the Movement and Residence of Foreigners. In the framework of the programme, a new project proposal has been launched that will look into the enhancement of the asylum management system in the country.

Serbia[11]

Project Name	**Building an Asylum structure in Serbia and Montenegro (2003/HLWG/046)**
Location	Serbia and Montenegro
Implementation period	October 2004 – October 2006
Implementing Partner	UNHCR
Budget/EC contribution	€ 762.936,02 / € 530.890,77
Funding Programme	B7-667 - HLWG
Responsible DG	JLS
Description	This UNHCR project was designed to assist the authorities in setting up an asylum structure. This implies defining competencies and responsibilities on asylum within the current constitutional framework; Adopting an asylum law at the state level; Putting a functioning body in charge of asylum seekers and refugees; Setting up a fair RSD (Refugee Determination Status) process; Establishing reception centres. The project target is to set up the initial phases of a functioning protection mechanism; a first step, which targets the achievement of the adoption of Refugee legislation and the establishment of reception centres. In March 2005, the asylum law of the SGC at the state level was adopted, but remains incomplete, despite active lobbying during the formulation of the law. Negotiations on defining the best location for the reception centres in Serbia and in Montenegro are ongoing. The target is to have a centre in Serbia with a capacity of accommodating 200 people and of 110 people minimum in Montenegro.

Project Name	**Building an Asylum structure in Serbia and Montenegro (2005/103439)**
Location	Serbia and Montenegro
Implementation period	January 2006 – December 2007
Implementing Partner	UNHCR
Budget/EC contribution	€ 872.507,41 / € 698.005,92

[11] Projects which started before the separation of Serbia and Montenegro and which now cover both countries can be found under Serbia.

Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	Continuation of assistance to Serbia and Montenegro to develop their asylum structures.

Project Name	**Employed, Empowered – Serbia (2006/120-073)**
Location	Serbia
Implementation period	November 2006 – November 2008
Implementing Partner	Stichting Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe
Budget/EC contribution	€ 699.834 / € 559.867
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	The specific objective of the project is to support the durable reintegration of refugees, IDPs and returnees into society by researching solutions enabling them to build up sustainable livelihoods for themselves.

Project Name	**Support to the process of readmission through sustainable reintegration of returnees from Western Europe to Serbia and Montenegro (2006/120-168)**
Location	Serbia and Montenegro
Implementation period	January 2006 – June 2008
Implementing Partner	Kentro Anaptyxis kai Ekpaidefsis Evropaiki Prooptiki
Budget/EC contribution	€ 1.750.404,66 / €1.339.059,56
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	Overall objective of the action is support to the process of readmission through sustainable reintegration of returnees from Western Europe to Serbia and Montenegro.

Turkey

Project Name	**Support to the Turkish Immigration authorities in the area of asylum (2001/HLWG/115)**
Location	Turkey
Implementation period	June 2002- November 2004
Implementing Partner	Bundesamt für die Anerkennung ausländischer Flüchtlinge (BAFL), Germany.
Budget/EC contribution	€ 577.800, 50 / € 457.628,00
Funding Programme	B7-667 – HLWG
Responsible DG	JLS
Description	The aim of this project implemented by the German Bundesamt für die Anerkennung ausländischer Flüchtlinge (BAFL) was to promote partnership with Turkey on migration policy in order to contribute to a better control and prevention of migration flows and to help to combat illegal migration by establishing an effective asylum system. It helped to develop an efficient and balanced migration administration in all fields, in particular the development and establishment of an asylum system, corresponding to the EU acquis. This project has also contributed to a certain extent to the progress in the planning of the new national asylum system and implementation of the EU acquis.

Project Name	**Development of the asylum system in Turkey (2001/HLWG/126 and 2002/HLWG/031)**
Location	Turkey
Implementation period	April 2002 – May 2005
Implementing Partner	UNHCR
Budget/EC contribution	€ 969.417.47; € 775.533.98 (**2001/HLWG/126)** € 900.420,73 / € 596.800,00 (**2002/HLWG/031)**
Funding Programme	B7-667 – HLWG
Responsible DG	JLS
Description	The project initially focused on reinforcing the UNHCR branch to carry out the Refugee Status Determination (RSD) and building an information

system. It also commissioned studies on the best practice of countries that could be a model for Turkey, organised training of officials and strengthened the temporary procedure. It enabled the reduction of the back-log in the management of asylum files and enhanced co-operation between EU MS officials and Turkish officials.

The second project covered needs for infrastructure, training and information and aimed at to strengthening the asylum procedure, train government officials and disseminate best practices. It also looked for a deeper involvement of the civil society.

Project Name	**Refugee Support Program – Turkey (2006/120-126)**
Location	Turkey
Implementation period	January 2007 – December 2009
Implementing Partner	Helsinki Yurttaslar Dernegi
Budget/EC contribution	€ 732.340,36 / € 585.854,11
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	The Refugee Support Program" of Helsinki Citizens' Assembly aims to develop legislation and national practices as regards international protection and asylum in Turkey, ensuring observance of the principle of "non refoulement" and to improve Turkey's capacity to cope with asylum seekers and refugees. Within this broader objective, the specific objective of the action is to improve asylum seekers' and refugees' access to international protection by improving their reception and detention conditions in Turkey through the provision of comprehensive legal and psychological services; public legal education and refugee empowerment; capacity building for civil society organizations, professionals and government agencies; and lobbying for progressive change in law and policy reflecting refugee rights under EC and international law.

Project Name	**Pilot Refugee Application Centre (PRAC) and Screening Unit (SU) (2006/120281)**
Location	Turkey
Implementation period	January 2007 – June 2009
Implementing Partner	Immigration and Naturalisation Service the Netherlands

Budget/EC contribution	€ 1.753.806 / € 997.915,61
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	Implementation of the National Action Plan on asylum and migration. Specific objective: The setting up of a Pilot Refugee Application Centre in Konya including a Screening Unit in Van.

1.2 European Neighbourhood Policy partner countries in Eastern Europe and the Southern Caucasus

Regional Eastern Europe

Project Name	**Dialogue and Technical capacity building in migration management: Central Asia, Russia, Afghanistan and Pakistan (2002/ HLWG/004)**
Location	Central Asia, Russia, Afghanistan and Pakistan
Implementation period	March 2003 – September 2005
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 1.488.765,15 / € 1.210.654
Funding Programme	B7-667
Responsible DG	EuropeAid
Description	The project aimed at fostering the dialogue between the Russian Federation and the Central Asiatic Republics, Afghanistan and Pakistan in the field of border and migration management. Meetings between officers of the involved countries, and a study tour, aimed at facilitating coordination, at sharing information and disseminating best practices were organised. Some focus was also placed on improving the management of some segments of the Russian-Kazakh border, where some equipment was delivered and a study tour was organised. The project also assisted the voluntary repatriation of some migrants.

Project Name	**Re-direction of the Budapest process activities to the CIS region (2003/HLWG/064)**
Location	Armenia, Azerbaijan, Belarus, Georgia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Moldova, the Russian Federation, Tajikistan, Turkmenistan, Ukraine, Uzbekistan
Implementation period	March 2004 – July 2005
Implementing Partner	ICMPD
Budget/EC contribution	€ 760.383,60 / € 587.183,96
Funding Programme	B7-667
Responsible DG	EuropeAid
Description	This project's aim was to collect in a comprehensive and comparable manner

	information and analysis of irregular flows of migration within, from and through the CIS region. The project sought also to establish a network of senior officials dealing with irregular migration, in order to pave the way for a structured dialogue in the CIS region. The CIS countries are now brought into the framework of the Budapest process and are more aware of migration policies in the EU, by attending conferences with officials from other CIS countries, the EU Member States, the European Commission and international organisations.
Project Name	**Towards sustainable partnerships for the effective governance of labour migration in the Russian Federation, the Caucasus and Central Asia (2006/120-072)**
Location	Russian Federation, Armenia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan
Implementation period	December 2006 – December 2009
Implementing Partner	ILO - International Labour Organization
Budget/EC contribution	€ 2.433.508 / € 1.945.105
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	The project focuses on key labour migration issues that are rising quickly on political agendas there and are essential components for stability and sustainable and equitable economic growth. There are five specific objectives: (1) To develop practical methods for assessing and forecasting labour market requirements with a view to improving migration governance; (2) to promote decent work and enhance the protection of migrant workers' rights; (3) to develop a system of earned regularisation and introduce sound regularisation policies and procedures; (4) to contribute to the productive utilization of the region's human resources by developing systems for the portability of qualifications and reducing bureaucratic obstacles to recruitment; and (5) to develop policies that enhance the positive impact of migration on development in origin countries.
Project Name	**The East-Central European Cross Border Co-operation Enhancement process (The Söderköping Process) (2003/HLWG/009 and 2005/103489)**
Location	Belarus , Moldova, Ukraine
Implementation period	May 2004 – December 2008
Implementing	Swedish Migration Board, UNHCR, IOM

Partner	
Budget/EC contribution	€ 997.500 / € 762.488,00 (2003/HLWG/009) € 1.634.873,16 / € 1.307.898,40 (2005/103489)
Funding Programme	B7-667 – HLWG and AENEAS 2004
Responsible DG	JLS and EuropeAid
Description	This process provides training and a forum for comparing national experiences and disseminating best practices and for peer pressure mainly, but not exclusively, on asylum management, between WNIS countries, some EU MSs (with the Swedish Migration Board in a leading role), the UNHCR and the IOM. A Secretariat is now based in Kyiv.

Project Name	**The protection of refugees asylum seekers and forced migrants (2005/103619)**
Location	Belarus , Moldova, Ukraine, Russia
Implementation period	December 2005 – December 2008
Implementing Partner	European Council on Refugees and Exiles - ECRE
Budget/EC contribution	€ 705.331 / € 529.705
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	Improve the implementation in Belarus, Moldova, Ukraine and Russia of national and international refugee and human rights instruments – leading to increased security and protection for refugees.

Project Name	**Elimination of human trafficking from Moldova and Ukraine through labour market based measures (2006/120-079)**
Location	Moldova and Ukraine
Implementation period	November 2006 – October 2008
Implementing Partner	ILO and ICMPD
Budget/EC contribution	€ 935.615,97 / € 748.492,78

Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	The project offers a long-term perspective against trafficking in human beings in Moldova and Ukraine by addressing gaps in the current implementation of National Action Plans against Human Trafficking (NAP). Designed to strengthen national capacity in implementing NAP, this proposal aims in particular to involve labour market actors in prevention, reintegration and prosecution activities. The purpose is not only to support the prosecution and assistance to victims but also in particular to increase transparency, fairness and efficiency in the labour market as concerns job placements.
Project Name	**Combating Trafficking in Human Beings in Ukraine and Moldova (2006/120-250)**
Location	Moldova and Ukraine
Implementation period	January 2007 – December 2008
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 2.160.346,02 / € 1.728.276,82
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	IOM will run 6 shelters for victims, promote information campaigns with focus on schools, carry out training for law enforcement agencies, including judges, and facilitate their cooperation with NGOs.

Belarus

Project Name	**Combating Trafficking in Human Beings in the Republic of Belarus (2002/29979)**
Location	Belarus
Implementation period	September 2002 – November 2005

Implementing Partner	UNDP
Budget/EC contribution	€ 900.000 / € 900.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	The project contributed to the fight against trafficking in human beings in Belarus.

Project Name	**Enhancing Border Management in Belarus - BOMBEL 1 (2005/100-530) & BOMBEL 2 (2006/104-281)**
Location	Belarus
Implementation period	March 2005 – December 2006 September 2006 – December 2007
Implementing Partner	UNDP
Budget/EC contribution	€ 4.721.000 / € 4.500.000 (BOMBEL 1) € 9.066.000 / € 8.800.000 (BOMBEL 2)
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	Through the projects the EC funds a number of study visits and trainings and seminars which are organised with the involvement of EU MSs experts. Two European standard accommodation centres for irregular migrants (in Brest and in Pinsk) and a separate one for asylum seekers in the city of Pinsk have been / will be established, a dog training centre has been upgraded and equipped with modern technology, and various border control and surveillance equipment has been supplied. Furthermore the BOMBEL projects aim at modernising the equipment used by border troops in compliance with the EU standards, through the provision of computer-aided equipment and technology, motor-cars and lorries; engineering, technical, communication, radiation-measuring and other pieces of equipment; communication instrument, with the aim in particular of increasing the mobility of border troops along the green border and their capacity of surveillance on trains and at the border posts.

Project Name	**Strengthening Migration Management in Belarus - MIGRABEL (2006/104300)**
Location	Belarus
Implementation period	June 2006 – May 2008
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 775.000 / € 700.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	Through this project the EC is contributing to establishing a travel document issuing and control system which will meet latest international standards and comply with biometric requirements. Moreover, a national database will be developed and will be able to store and process biometric data. Beneficiaries are the Ministry of Internal Affairs, the Ministry of Foreign Affairs and the State Border Guard Committee.

Project Name	**Strengthening Protection Capacity in Belarus (2006/120221)**
Location	Belarus
Implementation period	December 2006 – December 2008
Implementing Partner	UNHCR
Budget/EC contribution	€ 719.628,50 / € 575.702,80
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	The overall objective of the action is to facilitate the development of the asylum system in Belarus. The specific objective is to develop an effective referral system in order to ensure the respect of the principle of non-refoulement.

Additionally, under CBC 2006 Budget, Belarus is supposed to receive an additional €14 million assistance aimed at improving border controls through provision of equipment for border surveillance and the establishment of fibre optic cable networks to central authorities and between selected border crossing points. This latter component will facilitate smooth border and customs clearance thus

reducing waiting hours at border crossing points and at the same time ensuring and improving security controls through modern data networks and/or control equipment. Furthermore technical assistance will also be offered, possibly through a twinning.

Moldova

Project Name	**Combating trafficking in women (2002/30263)**
Location	Moldova
Implementation period	September 2002 – June 2004
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 600.000 / € 600.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	This project aimed at providing law enforcement agencies with technical support and training as well as promoting cross-border cooperation, raising awareness among potential victims about the risks of being trafficked, assisting the actual victims by facilitating repatriation, offering medical and psychological cares and hospitality in a shelter.

Project Name	**Capacity building and technical cooperation for Moldovan border officials (TACIS/2003/077575)**
Location	Moldova
Implementation period	December 2003 – November 2005
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 1.100.000 / € 900.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	This project aimed at providing training, technical assistance, and supply of equipment to border guards and other border officials in Moldova, with a particular view to enhance capacity of the Ungheni Border Guard Training Centre by providing physical facilities and equipment as well as by assisting

in curricula development.

Project Name	**IOM Rehabilitation Centre for Victims of Trafficking (Chisinau, Moldova): Recovery, Rehabilitation and Reintegration through Comprehensive Care (TACIS/2004/72590)**
Location	Moldova
Implementation period	December 2004 – February 2006
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 308.000 / €308.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	The project set up a Rehabilitation Centre for Victims of Trafficking (Chisinau, Moldova), focussed on the recovery, rehabilitation and reintegration of the victims through comprehensive Care.

Project Name	**Enhancing border control management in the republic of Moldova (TACIS/2004/027521)**
Location	Moldova
Implementation period	December 2004 – December 2005
Implementing Partner	UNDP
Budget/EC contribution	€ 1.850.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	The project aimed at strengthening border control capacities at selected Moldovan border crossing points through the supply of equipment and training.

Project Name	**Strengthening Migration Management in Moldova - MIGRAMOL (2006/104300)**

Location	Moldova
Implementation period	June 2006 – May 2008
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 775.000 / € 700.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	The aim of this project is to improve migration management capacity with a particular focus on the treatment of irregular migrants. The core activity under the project is to ensure international standards in the accommodation of irregular migrants with the refurbishment of an accommodation facility, to develop a health care system (including the creation of a health post), in order to provide medical assistance to irregular migrants held, to train staff and develop norms and guidelines for the management of an accommodation facility in accordance with the best international standards and most particularly with the standards set by the Council of Europe, the European Court of Human Rights and the Committee for Prevention of the Torture.

Project Name	**Improvement of Border Controls at the Moldovan-Ukrainian State Border - BOMMOLUK 1 (2006/125442)**
Location	Moldova and Ukraine
Implementation period	September 2006 – December 2007
Implementing Partner	UNDP
Budget/EC contribution	€ 3.250.000 / € 3.000.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	The objective of this project is to build up appropriate and institutional capacity in Moldova and Ukraine to ensure effective border and customs controls and border surveillance with particular attention to the Moldovan-Ukrainian state border.

Project Name	**EU Border Assistance Mission to Ukraine and Moldova - EUBAM**

	(RRM and TACIS)
Location	Ukraine and Moldova
Implementation period	November 2005 – December 2008
Implementing Partner	UNDP
Budget/EC contribution	RRM: € 4.000.000 TACIS: € 24.200.000 (not all yet contracted)
Funding Programme	RRM and TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	The objective of this project is to contribute to the enhancement of the overall border and customs management capacities of Moldova and Ukraine border officials and to contribute to a peaceful solution to the Transniestria conflict. The deployment of the EUBAM mission along the Moldovan-Ukrainian border as well as along the Moldovan internal/administrative boundary was initiated with particular attention to the Transnistrian border sector, which the Moldovan authorities can not effectively manage. 17 EU Member States provide significant financial contribution to EUBAM's activities through the secondment of border police and customs personnel whose salaries are being paid by the EU Member States' administration.
Project Name	**Beyond Poverty Alleviation: Developing a Legal, Regulatory and Institutional Framework for Leveraging Migrant Remittances for Entrepreneurial Growth in Moldova (2006/120234)**
Location	Moldova
Implementation period	January 2007 – December 2008
Implementing Partner	IOM – International Organisation for Migration
Budget/EC contribution	€ 997.700 / € 794.665,38
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	This project aims at maximising the positive effects of migration on development, by promoting the cheaper transfer and providing advice for the most rentable use of migrants remittances in view of pro-development

projects.

Additionally, under CBC 2006 Budget Moldova is supposed to receive an additional €12 million assistance aimed at improving border controls through provision of equipment for border surveillance and the establishment of fibre optic cable networks to central authorities and between selected border crossing points. This latter component will facilitate smooth border and customs clearance thus reducing waiting hours at border crossing points and at the same time ensuring and improving security controls through modern data networks and/or control equipment. Furthermore technical assistance will also be offered, possibly through a twinning.

A TACIS RAP 2005 allocation of €6.6 million will enable to complete the demarcation of the Ukrainian- Moldovan border (the project will concentrate on the Southern border in front of the Black sea and on the Transnestrian sector, as the remaining parts were already ensured by the Ukrainian and Moldovan State Funds) and to set joint border posts.

Ukraine

Project Name	**Fight against trafficking in human beings-Ukraine (2003/69572)**
Location	Ukraine
Implementation period	December 2003- June 2006
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 1.892.000 / € 1.892.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	The project covered three areas in this regard: 1) prevention of trafficking through dissemination of information and increase of public awareness; 2) prosecution and criminalisation of trafficking and building up capacity of Ukrainian law enforcement and judicial authorities; 3) protection and reintegration of victims through assisting victims with legal, medical and psychological help, shelter and micro-grants as an income generating basis.

Project Name	**Reinforcing the State Border Guard Service of Ukraine's Human Resources Management System (TACIS/2005/115-592)**
Location	Ukraine
Implementation period	December 2005 – December 2007
Implementing Partner	International Organization for Migration
Budget/EC contribution	€ 4.341.000 / € 4.000.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	DEL Ukraine
Description	Support to the State Border Guard Service's strategy towards an EU-type border police / law enforcement agency aimed at reforming the human resources management system (legislation, staff recruitment, staff training, career development).By the involvement of Hungarian and Polish border guards, it aims at improving human resources management, starting from recruitment, the development of training strategies, plans and curricula in line with EU standards and requirements, and being completed with a career development programme for border guard personnel. The programme will support the transition of a military-type structured entity towards a European-type law enforcement entity.

Project Name	**"Establishment of migration management in Zakarpattya in Ukraine" (2003/HLWG/039) and "Enhancing Capacities in the Area of Protection and Treatment of Refugees and Asylum Seekers in Zakarpattya /Western Ukraine" (2006/120-173)**
Location	Ukraine
Implementation period	June 2004 – June 2008
Implementing Partner	Osterreichische Caritaszentrale
Budget/EC contribution	€ 1.627.823,77 / € 1.302.259,02 (2003/HLWG/039) € 874.928,04/ € 699.942,43 (2006/120-173)
Funding Programme	HLWG B7-667 AENEAS 2005
Responsible DG	JLS and EuropeAid
Description	The projects have a humanitarian component, improving the living

	conditions of apprehended migrants in Zakarpattya. In addition, the activities contribute to the improvement of counselling, protection and registration of refugees while being detained and during all phases of their asylum procedure as well as to the improvement of cooperation and exchange of migration authorities and NGOs specialised in the field.
Project Name	**Monitor and promote the respect of human rights and fundamental freedoms of refugees and migrants**
Location	Ukraine
Implementing Partner	Chernihiv Public Committee for Human Rights Protection
Budget/EC contribution	€ 78.000
Responsible DG/Del	EIDHR (European Initiative for Democracy and Human Rights)
Description	This project is implemented with the aim to monitor and promote the respect of human rights and fundamental freedoms of refugees and migrants with focus on the regions of Chernihiv, Kharkiv, Sumy, Zakarpattya and Lviv.
Project Name	**Assistance to the Legal and Administrative Reforms in Ukraine in the Sphere of Migration and Refugees' Protection According to the Norms and Standards of the European Union (2004/87047)**
Location	Ukraine
Implementation period	July 2006 – March 2007
Implementing Partner	Ludwig Boltzmann Institute
Budget/EC contribution	€ 500.000 / € 500.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Kiev
Description	The project's objective is to increase the competence of the staff of Ukrainian institutions in asylum and asylum related matters and the inter-institutional cooperation of the institutions involved by establishing internal working relations.
Project Name	**Strengthening Asylum and Protection Capacity in Ukraine by Enhancing the Capacity of Governmental and Civil Society**

	Stakeholders in a Participatory Approach and Cross-sector Co-operation (2006/120-176)
Location	Ukraine
Implementation period	January 2007 – December 2008
Implementing Partner	Dansk Flygtningehjaelp
Budget/EC contribution	€ 534397,23 / € 427517,78
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	To ensure that the Ukrainian asylum and refugee system is able to function in a transparent manner and in accordance with principles based on human rights and rule of law and in a participatory approach with civil society capacities.

Project Name	**Strengthening capacities and cooperation in the identification of forged and falsified documents in Ukraine (2006/120-195)**
Location	Ukraine
Implementation period	January 2007 – December 2008
Implementing Partner	ICMPD
Budget/EC contribution	€ 783.161,25 / € 626.400,6
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	To contribute to an increased effectiveness in the fight against illegal migration by the Ukrainian authorities.

Project Name	**Capacity building of Migration management: Ukraine Phase I and Phase II (2004/096-462 and 2006/124-449)**
Location	Ukraine
Implementation period	March 2005 – December 2007
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 4.204.672 / €3.781.505 (2004/096-462) € 3.074.474 / € 2.767.000 (2006/124-449)
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	DEL Ukraine
Description	The activities aim at enhancing the capacity of the Government of Ukraine (GoU) to manage the migration flows and control the illegal movement of migrants to and through the territory of Ukraine. The projects seeks to do so by carrying out various interlinked actions, i.e. an assessment of migration situation, the development of best practices, based upon international standards and conventions, the refurbishment of accommodation centres for detained migrants and the piloting of a voluntary return programme, and to support the GoU's efforts to comply with and ensure European best practices and humanitarian standards set by the Council of Europe, the European Court of Human Rights, and the CPT as well as the harmonisation with the EU acquis communautaire.

Several projects were funded by TACIS (from RAP 2000 until NAP 2005) in view of providing the border guards of Ukraine with better **equipment** to control the green border and the land border crossing points (walky-talkies, radios for long distance communication including data transmission, 4 wheels cars, night-visors, metal detectors, passport readers, computers, software for data registration etc.) along the entire **Northern and Eastern border with Belarus and Russia**, and the **South-West border with Moldova** for an overall amount of approximately €20 million.

Under the TACIS NAP 2006, an allocation of €5 million (within a larger project addressing also Customs Service) is available to promote further improvement of the quality of Border Guards capacity of surveillance and alignment to the EU/Schengen standards. Both through this allocation and an additional €4 million which is available under the CBC programme (2006 budget) it will be possible to procure additional border equipment.

Regional Southern Caucasus

Project Name	**An integrated approach to promoting legal migration through national capacity building (2005/103475)**
Location	South Caucasus

Implementation period	January 2006 – December 2007
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 971.747 / € 777.397
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	The project contributed to the creation in the three countries of Migration Resource Centers, where information about potential and actual migrants are collected for the benefit of employers and students, and potential migrants can find information about the rules of legal migration and the risks of illegal migration. MRCs were established in 2006 in Yerevan (Armenia), Baku and Nakhchivan (Azerbaijan), Tbilisi, Kutaisi and Gurjaani (Georgia).

Project Name	**Towards sustainable partnerships for the effective governance of labour migration in the Russian Federation, the Caucasus and Central Asia (2006/120-072)**
Location	Russian Federation, Armenia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan
Implementation period	December 2006 – November 2009
Implementing Partner	ILO - International Labour Organization
Budget/EC contribution	€ 2.433.508 / €1.945.105
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	This project aims at promoting a better management of legal economic migration and at increasing the level of protection of migrants' rights through seminars, trainings and legal advice in several NIS. In particular in the Russian federation it aims at developing practical methods for assessing and forecasting labour market requirements with a view to improving migration governance, as well as a system of earned regularisation and introduce sound regularisation policies and procedures.

Project Name	**NGO and Governmental Cooperation Across the South Caucasus to Develop a Joint Response to Trafficking in Women and Children (2006/118051)**
Location	Armenia, Azerbaijan and Georgia
Implementing Partner	Eesti Naisuurimus Ja Teabekeskus Mtu (Estonian Women's Studies and Resource Center)
Budget/EC contribution	€600.000 / € 480.000
Funding Programme	EIDHR (European Initiative for Democracy and Human Rights)
Responsible DG	EuropeAid
Description	The project's goal is to raise the qualification of law enforcement staff, social services and journalists. It will establish links between these actors and establish regional referral mechanisms. The project will carry out a public awareness campaign about trafficking. It will carry out regional research and regular monitoring of the situation.

Project Name	**Development of a comprehensive anti-trafficking response in Armenia, Azerbaijan and Georgia (2006/104772)**
Location	Armenia, Azerbaijan and Georgia
Implementation period	January 2007 – December 2008
Implementing Partner	ILO with ICMPD, OSCE
Budget/EC contribution	€ 1.874.989,76 / € 1.500.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EuropeAid
Description	This regional project aims at contributing to the progressive reduction of trafficking in human beings in the SC countries through capacity building and empowerment of actual and potential victims. It includes revision of National strategies and support to their implementation, awareness raising, strengthening capacity of national authorities and improve identification, protection and reintegration of victims.

Armenia

Project Name	**Support to Migration Policy Development and Relevant Capacity Building in Armenia (2006/120-233)**
Location	Armenia
Implementation period	December 2006 – November 2009
Implementing Partner	The British Council
Budget/EC contribution	€ 845.607 / € 676.485,6
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	1. Raising people's awareness on issues, costs, risks, rights and responsibilities associated with migration; contribute to the development of public demand for an improved legal framework 2. Create a structure responsible for providing advice and reintegration assistance to Armenian nationals returning from abroad. Material help will be envisaged, if at all possible, in order to further minimise the risk of repeated emigration. 3. Assisting state agencies in the process of drafting legislation and regulating migration.

Azerbaijan

Project Name	**Establishment of Integrated Border Management Model at the Southern Border of Azerbaijan (TACIS/2006/109-609)**
Location	Azerbaijan
Implementation period	June 2006 – June 2008
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 2.185.799 / € 1.987.090
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EuropeAid

Description	The project will facilitate an enhanced cooperation among law enforcement agencies in the fight against border-related crimes, support the establishment and the activities of a Border Guards Training School, and contribute to procure border equipment and to improve border infrastructure. The project aims to pilot an Integrated Border Management Model at the Southern Border of Azerbaijan, in an area comprising 30 km of border intersection with Iran, including the international Border Crossing Point at Bilasuvar. The latter is the fastest land connection between Baku and Iran, and with the Nakhichevan exclave of Azerbaijan, and is the longest border Azerbaijan shares with any other country.

Georgia

Project Name	**Toward Durable Re-integration Mechanisms in Georgia (2006/120-074)**
Location	Georgia
Implementation period	January 2007 – October 2008
Implementing Partner	Dansk Flygtningehjaelp
Budget/EC contribution	€ 639.352,80 / € 511.354,37
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	The Georgian Ministry of Refugees and Accommodation (MRA) capacitated to implement its mandatory function of supporting re-integration of returning migrants, rejected asylum seekers and other displaced groups MRA capacitated to take a co-ordinating function on issues related to re-integration of returning migrants and rejected asylum seekers vis-à-vis the relevant Georgian state actors and European Governments engaged in bilateral support to re-integration.

Project Name	**Prevention of trafficking in human beings, monitoring and support to the implementation of the National Action Plan on counter trafficking (2006/122530)**
Location	Georgia
Implementation period	September 2006 – December 2007
Implementing Partner	Peoples Harmonious Development Society Association
Budget/EC contribution	€ 77.580 / € 50.000
Funding Programme	EIDHR (European Initiative for Democracy and Human Rights)
Responsible DG	EuropeAid
Description	This micro-grant is supporting the fight against trafficking in human beings in Georgia through prevention and development of institutional mechanisms for prosecution of trafficking and protection of trafficking victims as well as through the monitoring and support to the implementation of the Plan of Action against Trafficking.

Project Name	**Contribute to the transformation of the Georgian Border Guards into a civilian agency under the Ministry of Interior. (2006/)**
Location	Georgia
Implementation period	January 2006 – July 2007
Implementing Partner	Finnish Border Guards
Budget/EC contribution	€ 1.000.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC Delegation Tblisi
Description	The project aims to establish and equip a Border Police faculty in the Georgian Police Academy. An additional €1 million available under TACIS NAP 2004 and should be used to continue with assistance to the Georgian Border Guard Faculty for one more year, contract to be signed before July 2007.

1.3 Russian Federation

Project Name	**"House for Asylum seekers and Refugees in Saint Petersburg" (2003/HLWG/076) and "Complex action for improvement of refugees reception system in St. Petersburg – Russia"(2006/120-135)**
Location	Russian Federation
Implementation period	March 2005 – October 2008
Implementing Partner	St. Petersburg Centre for International Cooperation of the Red Cross
Budget/EC contribution	€ 897.500 / € 698.740,00 (2003/HLWG/076) € 664.856,20 / €502.764,26 (2006/120-135)
Funding Programme	HLWG B7-667 and AENEAS 2005
Responsible DG	JLS and EuropeAid
Description	The project aims to increase the capacities of St Petersburg in the reception, registration, documentation and integration of refugees and asylum seekers and the protection of their rights by means of supplying them with legal, psychological, medical and social assistance and temporary settlement in a special building.

Project Name	**Migration Rights: Network of Legal Assistance to Refugees and Forced Migrants in Russian Regions (2003/HLWG/082 and 2006/120-166)**
Location	Russian Federation
Implementation period	January 2005 – December 2009
Implementing Partner	Memorial Human Rights Centre
Budget/EC contribution	€ 762.675,50 / € 1.042.672,82 (2003/HLWG/082) € 1.756.092,84 / 1.404.874,27 (2006/120-166)
Funding Programme	HLWG and AENEAS
Responsible DG	JLS and EuropeAid
Description	The projects foresee at providing legal counselling and representing forced migrants in the courts, the development of the asylum system in the Russian Federation, establishing a system of effective international protection for forced migrants in Russia and promoting respect for international standards and rights for refugees, stateless persons, IDPs and forced and labour migrants.

Project Name	**Assistance to the Government of the Russian Federation in Establishing a Legal and Administrative Framework for the Development and Implementation of Readmission Agreements (2006/120-282)**
Location	Russian Federation
Implementation period	February 2007 – January 2009
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 1.756.092,84 / € 1.404.874,27
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	With this project, the EC provides assistance to the Russian Federal Migration Service in its preparation towards the implementation of the readmission agreement with the EC. The project aims more specifically to upgrade the treatment of readmitted illegal migrants that are nationals of third countries, through promoting the creation of a model centre in Pskov and disseminating information on best practices in this field (including on assisted voluntary returns).

Project Name	**Prevention of Human Trafficking (2005/115237)**
Location	Russian Federation
Implementation period	March 2006 – August 2008
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 4.444.444 / € 4.000.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC DEL Moscow
Description	The main objective of the project is to combat trafficking in human beings in the Russian Federation as a country of origin, transit and destination – by: (i) improving the legislative framework and the State policies regarding human trafficking, including the national capacity to assess and measure this phenomenon in Russia; (ii) strengthening the capacity of the relevant law enforcement agencies to combat human trafficking; raising awareness amongst the risk group, general public and relevant Russian authorities,

NGOs and diplomatic missions of foreign states; and (iii) building the capacity of the national authorities and local NGO networks to protect and reintegrate victims of trafficking.

2. Other regions

2.1 Eastern Mediterranean ENP partner countries (Syria, Lebanon and Jordan) and Middle Eastern countries (Iran and Iraq)

Regional

Project Name	**International migration from Middle East and North Africa (2005/103579)**
Location	Middle East and North Africa
Implementation period	January 2006 – December 2008
Implementing Partner	World Bank
Budget/EC contribution	€ 916.963 / € 733.570
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	Identify and support the implementation of projects, policies, regional arrangements, and institutional reforms that will maximise the benefits of international migration flows and reduce their costs.

Project Name	**Management of asylum and migration in North Africa and improving protection of for asylum-seekers and refugees in Jordan, Lebanon and Syria, with focus on Iraqis' (2006/126-820)**
Location	Middle East and North Africa
Implementation period	January 2007 – December 2008
Implementing Partner	UNHCR
Budget/EC contribution	€ 5.000.000 / € 4.000.000
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid

Description	€1 m of the total budget is reserved to strengthen the protection mechanisms in Jordan, Syria and Lebanon, with particular focus on Iraqi refugees and asylum-seekers.
Project Name	**Enhancing civil society participation in human rights management of migration (2005/103558)**
Location	Middle East and North Africa
Implementation period	December 2005 – March 2008
Implementing Partner	Euro-Mediterranean Human Rights Network -EMHRN
Budget/EC contribution	€ 669.499 / € 535.598
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	This project supports the work of NGOs dealing with migrants and asylum seekers in all the Maghreb and Mashrek countries, including Jordan, Lebanon and Syria.

Lebanon

Project Name	**Legal protection to migrant workers and asylum seekers in Lebanon (2001/50530)**
Location	Lebanon
Implementation period	April 2003 – March 2007
Implementing Partner	Caritas
Budget/EC contribution	€ 761.300 / € 761.300
Funding Programme	MEDA
Responsible DG	EuropeAid
Description	The overall objective of this project is the protection of the human and legal rights of migrant workers and asylum-seekers in Lebanon. By the end of its implementation period: 1. The existing legal protections for migrants' rights will be enforced in the

courts of Lebanon and migrants will have access to the legal and social counselling necessary to take advantage of these protections;

2. Migrants and asylum-seekers will be more capable of protecting themselves from abuse, exploitation and detention by understanding and using the legal process and their social networks;

3. The Lebanese public will be informed of the legal and human rights of the migrants working and living among them and of the nature and extent of the abuse and exploitation they experience;

4. The official administrative instructions and general practices regulating the status and treatment of migrant workers, especially female household workers, will provide greater protection for their human and legal rights.

2.2 Central Asia

Regional

Project Name	**Border Management in Central Asia (BOMCA)**
Location	Kazakhstan, Kyrgystan, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan
Implementation period	From 2003 - ongoing
Implementing Partner	UNDP
Budget/EC contribution	€ 13.600.000 (additional €12 million reserved)
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EC Delegation Almaty
Description	The overall objectives of the programme are 1) to enhance security in Central Asia; 2) to reduce the flow of illicit traffic through the countries of the region; 3) to contribute to an increased flow of persons and legal goods across Central Asian borders. The specific objective of BOMCA is to strengthen the five countries' capacities in managing their borders in accordance with European best practices. The programme addresses all the issues related to border management, including improvement of relevant legislation, training, study tours, funding of infrastructures, supplying of equipment for upgrading of security at border crossing points, on certain parts of the green border of the countries and in selected airports. It supports as well training centres, facilitated networking and regional coordination.

Project Name	**Central Asian Labour Migration Programme (2006/131406)**
Location	Central Asia
Implementation period	November 2006 – October 2008
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 1.900.000 / € 1.700.000
Funding Programme	TACIS
Responsible DG	EuropeAid
Description	The project supports in Kazakhstan the improvement of labour migration data and statistics, the development of a national labour migration strategy, capacity building for migration authorities, protection of migrants' rights via NGOs, while in sending countries like Tajikistan, Kirghizstan and Uzbekistan it is aimed at better regulating and inspecting employment agencies, increasing information for would be migrants, enhancing capacities of national authorities to protect nationals working abroad. At regional level the project promotes raising awareness among decision makers and promotes coordination and dialogue.

Tajikistan

Project Name	**Enhancing Development Impact of Remittances and Promoting legal migration in Rural Communities. (2006/120-262)**
Location	Tajikistan
Implementation period	January 2007 – December 2008
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 669.655 / 535.724
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	To enhance the development impact of labour migration and remittances in migrant sending areas through remittance-linked education and investment initiatives as well as promoting legal migration through information dissemination and training of community based entities on reality of labour migration.

2.3 Asian countries of origin

As regards Asiatic countries, a big distinction is to be made between 1) actions providing material help to internally displaced people (IDPs) of countries in crisis situations or to its nationals having massively fled in a neighbouring country, which were carried out mainly through the "Aid to Uprooted People" budget line, and 2) actions more specifically addressing other aspects of migrations and in particular migrations towards the EU.

As concerns the "Aid to Uprooted People" budget line, there have been several large scale interventions concentrated in a few countries. Among them Afghanistan was a priority. €145.4 million was allocated between 2001 and 2006. Interventions aimed at facilitating return and reintegration of internally displaced Afghans or Afghans willing to repatriate in particular from Iran and Pakistan by facilitating land and houses recovery, access to information and employment, removal of various legal and material obstacles. The programme also supported the functioning of the Afghanistan Comprehensive Solutions Unit (ACSU), whose task is to steer the overall collection of information on Afghans abroad and promotion and coordination of their return and reintegration back home, while coordinating among all the State agencies and the actors involved into this process.

Furthermore, the "Aid to Uprooted people" budget line mobilised between 2001 and 2004 up to €3.8 million to support Bhutanese refugees in Nepal**.** In the same period, €26 million were allocated to help Burmese refugees in Burma, Bangladesh and Thailand. Additional €18 million were allocated under the budgets 2005 and 2006 of that budget line.

In Indonesia €15.7 million were mobilised by the "Aid to Uprooted people" budget line, with focus on Sulawesi and Timor populations.

The "Aid to Uprooted people" budget line mobilised €8.5 million between 2001 and 2004 for projects implemented by UNHCR in the Philippines aimed at assisting internally displaced people, with special focus on Mindanao. At the same time, in Sri Lanka the "Aid to Uprooted people" budget line provided up to €15.5 million between 2001 and 2004 for projects implemented by UNHCR aimed at assisting internally displaced people.

Furthermore many more interventions of a purely humanitarian nature were promoted by ECHO.

Project Name	**Regional Dialogue and Program on facilitating managed and legal migration between Asia and the EU (2005/103523)**
Location	Asia
Implementation period	December 2005 – December 2007
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 1.060.728 / € 848.583
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	Develop legal migration and enhance regional dialogue and cooperation in facilitating managed migration from Asia to the EU.

Project Name	**Asian Programme of the Governance of Labour Migration (2005/103503)**
Location	Countries of the Mekong region, China, Korea, Japan and South Asia
Implementation period	January 2006 – December 2008
Implementing Partner	ILO and UNIFEM
Budget/EC contribution	€ 2.447.840 / € 1.955.335
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	The project aims to promote active dialogue and cooperation for enhanced gender and rights-based management of labour migration among countries in the Asian region, and thereby minimize exploitative and abusive treatment of migrant workers. The project contributes to the adoption of appropriate policies and the enactment of enabling laws, the training of labour administrators, improving information systems for decision-making, and promoting bilateral agreements and regular consultations among the countries in the region.

Bangladesh

Project Name	**Anti-Trafficking of Human Beings within the Police Reform Programme (Asia/2006/124252)**
Location	Bangladesh
Implementation period	January 2007 – October 2009
Implementing Partner	UNDP
Budget/EC contribution	€13.700.000 / € 2.000.000
Funding Programme	ALA
Responsible DG	DEL Dhaka
Description	Within the framework of a much larger (13.7m€) reform programme for the Bangladeshi police funded by DFID and UNPD, the EC funds one component which will focus on introducing a victim oriented approach, and should provide details on how the Ministry of Home Affairs and the police will improve the capacity of the police to investigate THB, on the one hand by ensuring that witnesses are treated in such a way that they feel safe and

	comfortable enough by supporting the investigations and on the other hand to have the capacity to investigate cases without being fully dependent on victim-witnesses. The project also strives to increase access to justice to victims of human trafficking, create understanding among police officers how to deal with trafficking cases, and how and when to work together closely with other Ministries, the NGO community, and international organisations to ensure best possible referral of the victims.

China

Project Name	**Capacity Building For Migration Management in China (2006/120-244)**
Location	Philippines
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 2499548,85 / € 1999639,08
Funding Programme	AENEAS 2005
Responsible DG	EuropeAid
Description	IOM is supported to contribute to the reduction of illegal migration from, into and through the PRC, including to the EU; to support the enhancement of the national capacity for migration management in the PRC; to contribute to building a sustainable and viable network of partnerships and cooperation in the area of migration between the administration of the PRC and EU MS and to increase mutual understanding and knowledge of respective approaches to migration and migration management between the PRC and the EU.

Project Name	**MIGRAMACAO (2005/103671)**
Location	Macao
Implementation period	January 2006 – December 2007
Implementing Partner	Cabinet of Secretary for Security of the Macao Special Administrative Region
Budget/EC contribution	€ 626.131 / € 500.904,80
Funding Programme	AENEAS 2004
Responsible DG	EuropeAid
Description	The aim of the MIGRAMACAU action is to ensure entities of Macao more

	effective management in all aspects of migration flows, including the prevention and combating of illegal migration and trafficking of human beings through the cooperation with regional countries and the coordination with the EC.

Philippines

Project Name	**Philippines Border Management Project (2005/113-343)**
Location	Philippines
Implementation period	January 2006 – January 2009
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 5.145.000 / € 4.900.000
Funding Programme	ALA
Responsible DG	DEL Manila
Description	This project contributes to the efforts of the Government of the Philippines towards a more professional migration and border management in line with international norms and protocols.

Project Name	**"The Opportunity Card" (2003/HLWG/031)**
Location	Philippines
Implementation period	June 2004 – December 2005
Implementing Partner	Opportunity International
Budget/EC contribution	€ 701.417,11 / € 530.055,00
Funding Programme	HLWG – B7-667
Responsible DG	JLS
Description	The project led by Opportunity International UK (an international network of microfinance organisations) aims to provide a remittance product for overseas Filipino workers to remit monies back to the Philippines. The product provides a secure and economically competitive means for remittances to be made and uses the HSBC (bank) Money transfer product which takes the form of a cash card to be held by the recipients of the

remittance. The initial target is of 15,000 new cards.

The aim was thus to increase the amount of remittances as a tool to alleviate poverty by making them more accessible, cost and time-effective and safe.

Sri Lanka

Project Name	**Possible Establishment of an Information Exchange System Field-Based Country of Origin Information System With Regard to Sri Lanka (2001/HLWG/122)**
Location	Sri Lanka
Implementation period	January 2002 – April 2005
Implementing Partner	ICMPD
Budget/EC contribution	€ 1.079.663,55; EU grant: € 863.731,00
Funding Programme	HLWG – B7-667
Responsible DG	JLS
Description	The purpose of this project was to provide country of origin information to interested Governments when dealing with pre-departure return planning of Sri Lankan nationals and therefore facilitating a more successful integration of Sri Lankan national returnees.

Project Name	**Capacity Building in Migration Management and Sustainable Return and Reintegration in Sri Lanka (2001/HLWG/130, 2002/HLWG/002, 2003/HLWG/060, 2005/103522)**
Location	Sri Lanka
Implementation period	December 2001 – November 2007
Implementing Partner	IOM
Budget/EC contribution	€ 1.353.141 / € 1.082.513 (2001/HLWG/130) € 600.000 / € 507.713,70 (2002/HLWG/002) € 1.115.397,90 / € 892.318,32 (2003/HLWG/060) € 2.341.830 / € 1.873.464 (2005/103522)
Funding Programme	HLWG and AENEAS
Responsible DG	JLS and EuropeAid

Description	The EC's support to Sri Lanka focuses at strengthening the capacity of Sri Lanka to manage migration, enhance regular migration, support assisted voluntary return and reintegration and foster economic relations and exchange of experience between Sri Lankan migrants and their home country. In addition, the four projects strived to build the capacity of the Sri Lankan government to reduce irregular migration into and through Sri Lanka, and a wide range of training activities were conducted, both within Sri Lanka as is the EU.

Annex III:
Overview of the migratory situation and flows from and in the Eastern and South-Eastern regions neighbouring the EU and statistics

The latest available data indicates that around 5.5 million migrants from countries in the Eastern and South-Eastern regions are residing **legally** in the EU, which represents nearly 30% of all resident third-country nationals. The most important countries of origin are Turkey, Serbia, Montenegro, Albania and Ukraine.

In terms of **illegal immigration**, and in comparison to migration from Africa, migration from the Eastern and South-Eastern regions is different in nature: the flows are more constant (there is no specific seasonal cycle), more diffuse (given the multiplicity of possible entry points and the fact that an important share of illegal immigration is due to persons who enter the EU legally but overstay their visa) and more under the control of networks connected with organised crime and involved in multiform criminal businesses.

As regards numbers, a rough analysis suggests that migration flows to the EU originating in neighbouring countries reached its peak at the end of the 1990s and that this is now stabilising if not slightly declining; this is a trend that is likely to continue due to economic growth and increased political stability. At the same time there is evidence that migrants from Asia are seeking new routes into the EU via Africa, the Mediterranean and the Atlantic. It is predicted that flows from Asia will increase.

While illegal immigration negatively impacts on the EU, countries of origin are also significantly affected by migration. Whilst in some cases, attracting migrant labour is an important concern for the EU given the sharp decline in population, for countries of origin difficult economic situations can generate high levels of emigration among people of working age, people who may then however remit important earnings to their country of origin.

Assessing the scale and nature of **migratory flows** from, through or to the countries in the Eastern and South-Eastern regions neighbouring the EU is a difficult task which must take into account the changes in the EU's external borders: following enlargement of the Union to include Bulgaria and Romania, the EU now has more extended external borders with Serbia, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Ukraine and Turkey; a new external border with Moldova; and an additional external sea border at the Black Sea which brings the countries of the Southern Caucasus closer. Land borders are also due to change as soon as the newer Member States join the Schengen area. As the borders of the EU shift, migratory routes also shift, displacing existing routes or adding new ones. New routes also appear when certain routes are closed off following increased action by enforcement agencies charged with tackling illegal immigration and organised crime. In addition, in recent years migratory flows have increasingly diversified and new migratory flows are emerging alongside traditional and relatively long-standing ones. In this context, migration is more difficult to manage and Member States increasingly turn to the EU to seek solutions via cross-border dialogue and cooperation with and within the partner regions.

Regarding **asylum,** according to UNHCR, seven of the ten main countries of origin of asylum-seekers in the EU in 2004 were countries in the Eastern and South-Eastern regions neighbouring the EU, namely in the Western Balkans, the Middle East and Asia. This is compared to three countries in sub-Saharan Africa. Capacity to ensure proper asylum processing in many countries of these regions is weak. Even when refugees staying in the region enjoy legal security, the poor social and economic climate is a barrier to integration.

TABLE 1: Nationals of Eastern and South-Eastern countries neighbouring the EU and of Asiatic countries registered by EU-25

	As Legally	As Apprehended	As receivers of a	As asylum

	residing (2004)	illegal migrants (2005)	visa (2005)	seekers (2005)
From South Caucasus	93,504	6,903	78,774	12,896
From Eastern Europe	536,658	41,211	2,039,952	9,322
From Western Balkans	2,502,906	83,173	838,174	25,890
From Turkey	2,456,186	9,749	532,177	10,746
From Russian Federation	485,053	13,844	2,833,392	18,143
TOTAL	**6,074,307**	**154,880**	**6,322,469**	**76,997**
From Asiatic countries[12]	2,002,589	58,518	1,447,382	62,975
TOTAL all groups above	**8,079,154**	**213,398**	**7,769,851**	**139,972**

TABLE 2: Number of illegal migrants apprehended by law enforcement agencies of Eastern and South-Eastern countries neighbouring the EU

	Year 2004	Year 2005
In South Caucasus	3,123	3,029
In Eastern Europe	10,104	13,748
In Western Balkans	6,919	8,234
In Turkey	61,228	57,428
TOTAL	**81,374**	**82,439**

Notes: Figures are Commission estimates based on the apprehension reports by ICMPD and other national sources Apprehended own nationals are in some cases included.

Data from Turkey includes apprehensions within the country. Source: ICMPD: 2005 Yearbook. Vienna 2006.

South Caucasus: no data was available for Armenia.

Western Balkans: For Albania for 2004 no data was available.

Western NIS: For Belarus only the number of apprehended illegal migrants by MOI was available. For Moldova only the number of deported persons was available.

[12] 'Asiatic countries' includes here: Kazakhstan, Uzbekistan, Tajikistan, Turkmenistan, Kyrgyzstan, China, India, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Indonesia, Vietnam, Iran, Iraq and Afghanistan, Lebanon, Syria and Jordan.

TABLE 3: Number of asylum seekers registered in Eastern and South Eastern countries neighbouring the EU- Year 2004

	Total asylum seekers
South Caucasus	1,431
Eastern Europe	2,189
Western Balkans	586
Turkey	3,908
TOTAL	**8,114**

Source: UNHCR Statistical yearbook 2004

TABLE 4: Stock of third country nationals from Eastern countries legally residing in the EU27

Nationals of Eastern and South-Eastern countries neighbouring the EU, including Russian Federation

Turkey	2456186
Serbia-Montenegro	839247
Albania	778748
Russian Federation	485053
Ukraine	451283
Bosnia and Herzegovina	352449
Croatia	338307
Former Yugoslav Republic of Macedonia	194155
Moldova	82011
Armenia	59381
Georgia	31166
Azerbaijan	2957
Belarus	3364
TOTAL	6074307

Nationals of Asiatic countries of transit and origin

China	405546
India	326592
Iraq	186505
Pakistan	170734
Sri Lanka	149329
Islamic Republic of Iran	131932
Vietnam	126862
Indonesia	124088

Bangladesh	113464
Afghanistan	92119
Lebanon	74227
Syria	54704
Jordan	17290
Uzbekistan	10313
Kirgizstan	9759
Kazakhstan	6257
Turkmenistan	1755
Tajikistan	1113
TOTAL nationals from Asiatic countries	2002589

Distribution of the stock of third country nationals living in the EU27

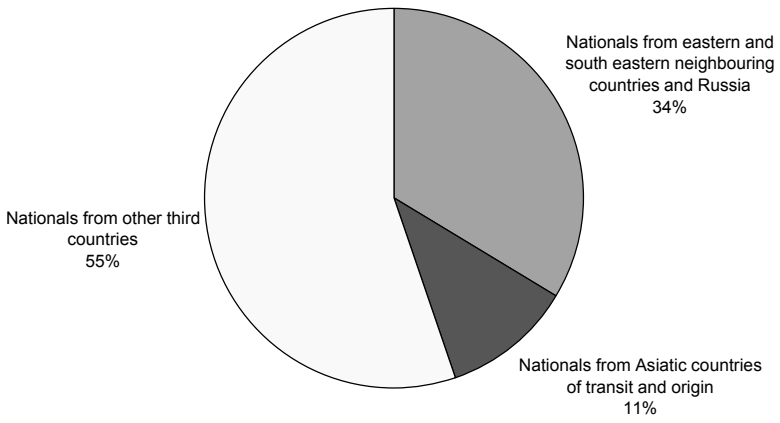


TABLE 5: Visa data

Group 1

Russia	2833392
Ukraine	1348162
Belarus	629849
Serbia and Montenegro	541244
Turkey	532177
Albania	136569
Bosnia and Herezegovina	128750
Moldova	61941
Georgia	40322
Armenia	21911
Croatia	17545
Azerbaijan	16541
Former Yugoslav Republic of Macedonia	14066
Total group 1	6322469

Group 2

China	592644
India	292861
Iran	104898
Kazakhstan	104166
Lebanon	74299
Indonesia	67931
Pakistan	40243
Syria	37708
Vietnam	35372

Jordan	31449
Sri Lanka	16984
Uzbekistan	12232
Bangladesh	11808
Kyrgizstan	8930
Iraq	6563
Turkmenistan	4033
Afghanistan	3526
Tajikistan	1735
TOTAL group 2	1447382

TOTAL group 1 + group 2	7769851
TOTAL visas issued worldwide	11709251
Percentage of visas issued in countries group 1	54%
Percentage of visas issued in countries group 2	12,30%

NB. Transit A visas not included. Data is for the year 2005.

Source: Visa data collection managed by Council secretariat and Commission

TABLE 6: Apprehended illegal aliens in EU25, 2004-2005

Group 1	Nationals of Eastern and South-Eastern countries neighbouring the EU including Russian Federation	
Country	**2004**	**2005**
Albania	36965	52388
Ukraine	29156	26791
Russia	17276	13844
Serbia Montenegro	6988	13058
Moldova	10710	11444
Turkey	9775	9749
Georgia	5627	4009
Former Yugoslav Republic of Macedonia	3532	3518
Belarus	2911	2976
Bosnia	2663	2483
Armenia	2142	1938
Croatia	1110	1151
Azerbaijan	1417	956
Total group 1	**134,597**	**154,880**

Group 2	Nationals of Asiatic countries of origin and transit	
Country	**2004**	**2005**
Iraq	6861	14242
China	10715	10894
India	9168	9905
Pakistan	5151	6724

Iran	2858	4640
Bangladesh	3223	3551
Vietnam	2325	2338
Syria	1526	1728
Afghanistan	724	909
Lebanon	736	803
Sri Lanka	1101	745
Uzbekistan	517	642
Kazakhstan	616	587
Kirgyzstan	301	350
Jordan	161	212
Indonesia	147	114
Tajikistan	109	100
Turkmenistan	73	34
Total group 2	**46312**	**58518**

TOTAL groups 1 & 2	**180,909**	**213,398**
Total apprehended illegals in all countries in EU25	**390123**	**423378**
% from 2 above groups on global total	46.37%	50,40%

Source: Eurostat

NB – Order in the list follows 2005 ranking.

Missing data: Ireland, Luxembourg, UK

TABLE 7: Asylum applications and positive decisions in EU25, 2004-2005

Asylum applications and positive decisions in EU25, 2004-2005

Source: Eurostat

Group 1

	2004			2005	
Country	**Applications**	**Positive decisions**	**Ratio % between applications and positive decisions**	**Applications**	**Positive deci**
Serbia Montenegro	17432	1866	10,70	19475	
Russia	26373	7446	28,23	18143	
Turkey	13547	1611	11,89	10746	
Georgia	7452	189	2,54	6330	
Moldova	5229	90	1,72	4506	
Armenia	3682	193	5,24	3793	
Bosnia	3955	1134	28,67	3183	
Ukraine	4569	138	3,02	3077	
Azerbaijan	3630	362	9,97	2773	
Belarus	1931	165	8,54	1739	
Macedonia	2000	38	1,90	1578	
Albania	1882	214	11,37	1378	
Croatia	456	17	3,73	276	
Total group 1	**92138**	**13463**	**14,61**	**76997**	

	2004			2005	
Country	**Applications**	**Positive decisions**	**Ratio % between applications and positive decisions**	**Applications**	**Positive deci**
Iraq	7910	2705	34,20	10805	

China	11445	305	2,66	7765	
Iran	8760	1560	17,81	7485	
Pakistan	8940	360	4,03	6810	
Afghanistan	7135	2610	36,58	6765	
India	9710	35	0,36	5795	
Bangladesh	5535	340	6,14	4220	
Sri Lanka	3600	480	13,33	3890	
Syria	2910	440	15,12	3695	
Vietnam	3340	285	8,53	2400	
Lebanon	1200	45	3,75	1320	
Uzbekistan	590	100	16,95	725	
Kazakhstan	590	85	14,41	435	
Kirgyzstan	510	45	8,82	390	
Jordan	230	15	6,52	255	
Tajikistan	130	25	19,23	95	
Indonesia	75	5	6,67	70	
Turkmenistan	115	30	26,09	55	
Total Group 2	**72725**	**9470**	**13,02**	**62975**	

	2004			**2005**	
	Applications	**Positive decisions**	**% Positive decisions**	**Applications**	**Positive deci**
TOTAL all groups	164863	22933	13,91	139972	
Total asylum applications/decisions from all countries in EU25	282480	62986		237840	
Percentage from 2 above groups on global total	58,36%	36,40%		58,85%	3

N.B. Order on the list follows order of importance of applications in 2005

The ratio between applications and positive decisions is not a recognition rate

Remarks:

Data rounded up to the nearest 5.

2004 - no applications data disaggregated by citizenship available for IT

2004 - no decisions data available for IT

2004, 2005 - no decisions data available for LU